



Rapport du troisième trimestre 2024

RAPPORT FINANCIER POUR LE TRIMESTRE
CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

CAE



Communiqué

CAE publie ses résultats du troisième trimestre de l'exercice 2024

- Produits des activités ordinaires de 1 094,5 millions \$, par rapport à 969,9 millions \$ à l'exercice précédent
- Résultat par action (RPA) des activités poursuivies de 0,18 \$, par rapport à 0,24 \$ à l'exercice précédent
- RPA ajusté⁽¹⁾ de 0,24 \$, par rapport à 0,27 \$ à l'exercice précédent
- Résultat opérationnel de 121,6 millions \$, par rapport à 142,1 millions \$ à l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽¹⁾ de 145,1 millions \$, par rapport à 156,8 millions \$ à l'exercice précédent
- Prises de commandes ajustées⁽¹⁾ de 1 273,9 millions \$ et carnet de commandes ajusté⁽¹⁾ de 11,7 milliards \$
- Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ de 3,16, par rapport à 3,25 à la fin du trimestre précédent
- Les chiffres comparatifs ont été reclassés pour rendre compte des activités abandonnées

Montréal (Canada), le 14 février 2024 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE inc. (« CAE » ou la « Société ») annonce aujourd'hui des produits des activités ordinaires de 1 094,5 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2024, comparativement à 969,9 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le RPA des activités poursuivies s'est établi à 0,18 \$ pour le troisième trimestre, comparativement à 0,24 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le RPA ajusté a totalisé 0,24 \$ pour le troisième trimestre, comparativement à 0,27 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel du trimestre s'est établi à 121,6 millions \$ (11,1 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), comparativement à 142,1 millions \$ (14,7 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour le troisième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté a totalisé 145,1 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), par rapport à 156,8 millions \$ (16,2 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens, et à moins d'indication contraire, les résultats sont présentés pour les activités poursuivies.

Sommaire des résultats consolidés

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T3-2024	T3-2023	Variation en %
Produits des activités ordinaires	1 094,5 \$	969,9 \$	13 %
Résultat opérationnel	121,6 \$	142,1 \$	(14) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ⁽¹⁾	145,1 \$	156,8 \$	(7) %
<i>En % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾</i>	13,3 %	16,2 %	
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	56,5 \$	78,1 \$	(28) %
Résultat par action (RPA) des activités poursuivies	0,18 \$	0,24 \$	(25) %
RPA des activités abandonnées	(0,01) \$	0,01 \$	(200) %
RPA ajusté ⁽¹⁾	0,24 \$	0,27 \$	(11) %
Prises de commandes ajustées ⁽¹⁾	1 273,9 \$	1 189,7 \$	7 %
Carnet de commandes ajusté ⁽¹⁾	11 746,3 \$	10 795,1 \$	9 %

⁽¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la rubrique Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

« Nos résultats au troisième trimestre reflètent la forte demande sous-jacente pour les solutions commerciales de notre secteur Civil et témoignent des progrès continus au niveau de la transformation du secteur Défense. Nous avons également généré de solides flux de trésorerie disponibles, ce qui nous a permis de rehausser notre situation financière en conformité avec nos cibles d'endettement », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Assurant ainsi davantage l'avenir de CAE, nous avons enregistré des prises de commandes totales de près de 1,3 milliard \$ au cours du trimestre, pour un carnet de commandes de 11,7 milliards \$. Les commandes dans le secteur Civil se sont élevées à 845 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,36, ce qui comprend des commandes visant 20 simulateurs de vol, de nouveaux partenariats de formation avec des compagnies aériennes de renom, comme le Groupe Air France-KLM, et des commandes pour de la formation sur jets d'affaires de plus de 300 millions \$. Nous avons de bonnes possibilités de croissance sur le marché de l'aviation civile, et notre élan soutenu met en évidence la forte demande pour les solutions très distinctes de CAE en matière de formation et de services aériens ainsi que notre capacité à remporter des parts de ce marché en croissance soutenue. Dans le secteur Défense, nos résultats ont été conformes à nos attentes pour cette étape du parcours menant vers la réalisation de plus fortes marges. Nous avons poursuivi le renouvellement de notre carnet de commandes avec des contrats plus rentables et nous nous sommes efforcés d'accélérer le retrait des risques associés aux programmes existants, qui découlent principalement d'anciens contrats du secteur Défense qui ont été conclus avant la pandémie de COVID-19 et qui ont été plus lourdement touchés par les difficultés économiques. »

« Pour le reste de l'exercice, nous continuons à prévoir une croissance du résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Civil de l'ordre de 15 % à 19 % pour l'exercice. Dans le secteur Défense, nous continuerons à nous concentrer sur l'achèvement des travaux restants au titre des anciens contrats et, dans la mesure du possible, sur l'accélération du retrait des risques au cours du quatrième trimestre et de l'exercice 2025. Nous prévoyons conclure la vente de notre division Santé avant la clôture de l'exercice financier, sous réserve des conditions de clôture, y compris l'obtention des approbations d'usage de la part des organismes de réglementation. Il s'agit d'une étape importante vers le rétablissement des remboursements de liquidités aux actionnaires, et le conseil d'administration procède actuellement à une évaluation des options quant à la forme, au montant et au moment de tels remboursements. »

Aviation civile (Civil)

Au troisième trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 622,1 millions \$, par rapport à 517,4 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 101,0 millions \$ (16,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 117,2 millions \$ (22,7 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 124,2 millions \$ (20,0 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 131,4 millions \$ (25,4 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré 13 simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation de ses centres de formation s'est établi à 76 % pour le troisième trimestre.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 845,4 millions \$, visant notamment une série d'accords de formation à long terme dans les domaines de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires ainsi que la vente de 20 FFS, portant à 57 FFS le total à la clôture du troisième trimestre de l'exercice. Les principaux contrats obtenus au cours du trimestre incluent des contrats pour des services de formation à long terme avec des compagnies aériennes de renom, dont le Groupe Air France-KLM, et le renouvellement d'une entente de services aériens avec Azul Linhas Aereas Brasileiras. L'aviation d'affaires a représenté plus de 300 millions \$ des prises de commandes ajustées du secteur Civil au troisième trimestre, principalement au titre d'accords de formation avec des clients américains, y compris Solairus Aviation et Clay Lacy Aviation.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽¹⁾ du secteur Civil s'est établi à 1,36 pour le trimestre, ce qui est excellent, et à 1,27 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil s'établissait à un montant record de 6,1 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Aviation civile

<i>(montants en millions)</i>	T3-2024	T3-2023	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	622,1 \$	517,4 \$	20 %
Résultat opérationnel	101,0 \$	117,2 \$	(14) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	124,2 \$	131,4 \$	(5) %
<i>En % des produits des activités ordinaires</i>	20,0 %	25,4 %	
Prises de commandes ajustées	845,4 \$	713,0 \$	19 %
Carnet de commandes ajusté	6 119,8 \$	5 647,6 \$	8 %

Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	275	263	5 %
FFS dans le réseau de CAE	336	323	4 %
FFS livrés	13	9	44 %
Taux d'utilisation	76 %	73 %	4 %

Défense et Sécurité (Défense)

Au troisième trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 472,4 millions \$, par rapport à 452,5 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 20,6 millions \$ (4,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 24,9 millions \$ (5,5 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 20,9 millions \$ (4,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 25,4 millions \$ (5,6 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Renseignements supplémentaires concernant les anciens contrats du secteur Défense

Au sein du secteur Défense, nous avons certains contrats à prix fixe qui offrent certains avantages et gains d'efficacité potentiels, mais peuvent également être marqués par des difficultés d'exécution et par l'évolution défavorable des conditions économiques, y compris les perturbations inattendues de la chaîne d'approvisionnement, les pressions inflationnistes et la disponibilité de la main-d'œuvre. Ces risques peuvent entraîner des dépassements de coûts et une réduction des marges bénéficiaires ou des pertes. Bien que ces risques puissent souvent être gérés ou atténués, il y a huit anciens contrats distincts qui ont été conclus avant la pandémie de COVID-19 ayant une structure de contrat à prix ferme fixe, avec peu ou pas de disposition pour les hausses de coûts, et qui ont été plus lourdement touchés par ces risques (les « anciens contrats »). Bien qu'ils ne représentent qu'une petite partie des activités actuelles, ces contrats ont eu un impact disproportionné sur la rentabilité globale du secteur Défense.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2024, l'exécution continue de ces anciens contrats a eu une incidence défavorable d'environ deux points de pourcentage sur la marge du résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Défense.

La direction suit de près ces anciens contrats en tant que groupe distinct et continue d'accorder une grande priorité à l'exécution et au retrait de ces anciens contrats ainsi qu'à la réduction des pressions sur les coûts liés à ceux-ci. Ces anciens contrats s'achèveront pour la plupart au cours des deux prochains exercices, et les risques qui y sont associés seront réduits à mesure qu'ils seront substantiellement retirés au cours des six à huit prochains trimestres, avec de la variabilité dans les répercussions financières trimestrielles due au calendrier de conclusion des programmes, l'acceptation par les clients et la capacité d'atténuer les risques et les coûts connexes alors que nous continuons à les exécuter.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 428,5 millions \$ pour des solutions d'entraînement fondé sur la simulation, des services de soutien et des solutions de missions. Les principaux contrats obtenus comprennent un contrat de maintenance de l'USAF pour ses dispositifs d'entraînement sur F-16 et la poursuite de l'entraînement sur la plateforme de transport C-130H et la plateforme de ravitaillement KC-135. Parmi les contrats obtenus par le secteur Défense, mentionnons également l'exercice d'une option par l'armée américaine pour l'entraînement sur appareils à voilure fixe et des services de soutien au centre de formation CAE Dothan.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 0,91 pour le trimestre et à 0,90 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense, y compris les contrats non financés obtenus et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à un montant de 5,6 milliards \$ à la fin du trimestre, en hausse par rapport à 5,1 milliards \$ à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2023. L'éventail d'occasions d'affaires du secteur Défense demeure solide, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 9,5 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Sommaire des résultats – Défense et Sécurité

<i>(montants en millions)</i>	T3-2024	T3-2023	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	472,4 \$	452,5 \$	4 %
Résultat opérationnel	20,6 \$	24,9 \$	(17) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	20,9 \$	25,4 \$	(18) %
<i>En % des produits des activités ordinaires</i>	4,4 %	5,6 %	
Prises de commandes ajustées	428,5 \$	476,7 \$	(10) %
Carnet de commandes ajusté	5 626,5 \$	5 147,5 \$	9 %

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 23,5 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2024, essentiellement au titre de l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes. Ces coûts liés à l'intégration d'AirCentre devraient cesser d'ici la fin du premier semestre de l'exercice 2025.

Pour le trimestre considéré, le montant net des charges financières s'est établi à 52,4 millions \$, comparativement à 47,1 millions \$ au trimestre précédent et à 47,7 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 8,2 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 12 %, par rapport à 17 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté⁽¹⁾, qui s'entend du taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté, s'est établi à 15 % pour le trimestre, comparativement à 18 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. La baisse du taux d'imposition effectif ajusté s'explique en grande partie par la composition des revenus provenant de différents territoires.

La perte nette des activités abandonnées s'est établie à 1,9 million \$ pour le trimestre, par rapport à un résultat net des activités abandonnées de 2,1 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2023. La baisse en regard du troisième trimestre de l'exercice 2023 s'explique principalement par les coûts de transaction de 2,2 millions \$ engagés au troisième trimestre de l'exercice 2024 en lien avec la vente prévue du secteur Santé.

Sommaire des résultats des activités abandonnées

(montants en millions)	T3-2024	T3-2023
Produits des activités ordinaires	36,0 \$	50,4 \$
Charges	34,3	46,6
Résultat opérationnel	1,7 \$	3,8 \$
Coûts de transaction	2,2	—
Charges financières	1,1	1,1
Résultat avant impôt sur le résultat	(1,6) \$	2,7 \$
Charge d'impôt sur le résultat	0,3	0,6
Résultat net des activités abandonnées	(1,9) \$	2,1 \$

Les entrées nettes de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont établies à 220,8 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 252,4 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ ont totalisé 190,0 millions \$ pour le trimestre, par rapport à 239,8 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. La diminution s'explique essentiellement par l'apport moindre du fonds de roulement hors trésorerie et par l'augmentation des paiements versés aux participations mises en équivalence afin d'investir dans l'expansion du réseau de formation du secteur Civil, à l'appui des accords de formation à long terme avec des clients.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹⁾ ont totalisé 85,6 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹⁾ était de 3 085,4 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ était de 3,16. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 184,5 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 3,25. Le reclassement du BAIIA ajusté des activités abandonnées a entraîné une hausse du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté de 0,07 au 31 décembre 2023 et de 0,09 au 30 septembre 2023.

Le rendement du capital utilisé ajusté⁽¹⁾ s'est établi à 7,0 % pour le trimestre, comparativement à 7,1 % au trimestre précédent et à 5,5 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

⁽¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section *Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

Au cours du trimestre, CAE a continué à démontrer son engagement envers le développement durable, la diversité et les pratiques commerciales éthiques. La Société a eu l'honneur d'être nommée parmi les 100 meilleurs employeurs au Canada et les meilleurs employeurs au Canada pour les jeunes pour la deuxième et la quatrième année d'affilée, respectivement, ce qui reflète sa volonté d'anticiper les besoins des employés, de favoriser un environnement de travail innovant et inclusif, et de promouvoir l'industrie aéronautique en tant que choix de carrière auprès de la prochaine génération de talents. En novembre 2023, CAE a également reçu le Prix de réalisation pour l'équité en emploi de 2023 du gouvernement du Canada, soulignant son engagement envers la diversité et l'inclusion, ainsi que sa mission d'inciter la future génération de femmes à poursuivre leur objectif de devenir pilotes. En matière de développement durable, CAE a amélioré considérablement ses notes d'évaluation de la durabilité d'entreprise (CSA) de S&P et CDP et a été incluse dans l'indice Global Sustainability 2024 de S&P, ce qui la place parmi les 15 % d'entreprises les plus performantes de son secteur d'activité à cet égard. CAE a également renforcé son cadre de gouvernance en révisant ses politiques de revue du rendement de l'entreprise et en introduisant une nouvelle politique de gestion des risques liés aux partenaires commerciaux et un cadre de diligence raisonnable, lui permettant d'améliorer encore ses pratiques commerciales éthiques.

Pour de plus amples renseignements sur la manière dont CAE soutient les efforts de décarbonation du secteur de l'aviation et contribue à un avenir plus durable pour tous, veuillez télécharger le rapport au <https://www.cae.com/fr/responsabilite-sociale>.

Perspectives de la direction

CAE exécute une stratégie de croissance qui lui permettra de devenir une entreprise plus grande, plus forte et plus rentable que jamais. Grâce à des investissements de croissance rentables et à une solide exécution, son secteur Civil, le plus important au sein de CAE, continue d'afficher un solide élan de croissance. La direction cible un taux de croissance composé du RPA de l'ordre de 25 % sur trois ans (de l'exercice 2022 à l'exercice 2025), qui devrait provenir d'une constance des bons résultats du secteur Civil et de l'initiative pluriannuelle de transformation en cours dans le secteur Défense. La réalisation des objectifs de croissance stratégiques de CAE devrait amener une base d'activités beaucoup plus importante et une structure de capital qui la doteront d'une marge de manœuvre pour équilibrer ses investissements dans son avenir avec les remboursements de capital à ses actionnaires.

La direction a une vision très positive de son potentiel de croissance sur plusieurs années, que sous-tendent des tendances à long terme favorables pour tous les secteurs d'activité. Elle s'attend à ce que le secteur Civil continue de croître à un rythme supérieur à celui du marché, grâce à la croissance et à la reprise du transport aérien de passagers, à la pénétration accrue de l'actuel marché potentiel des solutions de formation et de services aériens, ainsi qu'au niveau élevé et soutenu de la demande de pilotes et de formation des pilotes dans tous les segments de l'aviation civile. Pour l'exercice 2024, essentiellement du fait de la solide marge attendue au quatrième trimestre, la direction prévoit toujours une croissance annuelle du résultat opérationnel sectoriel ajusté de l'ordre de 15 % à 19 %. Sur une base annuelle, la direction continue de s'attendre à une marge opérationnelle sectorielle ajustée dans la fourchette de l'exercice 2023 pour le secteur Civil. En plus d'accroître sa part du marché de la formation aéronautique et de renforcer sa position dans le domaine des services aériens numériques, le secteur Civil prévoit maintenir sa part de premier plan des ventes de FFS et livrer une cinquantaine de FFS à des clients du monde entier au cours de l'exercice.

Le secteur Défense de CAE a entrepris une transformation pluriannuelle qui devrait donner lieu à un secteur considérablement plus grand et plus rentable. Depuis la transformation de sa portée et de ses capacités au moyen d'acquisitions au cours de l'exercice 2022, le secteur Défense est devenu la plus importante entreprise mondiale d'entraînement et de simulation, peu importe la plateforme, dans les cinq domaines du marché de la défense, et a augmenté son carnet de commandes ajusté de plus de 20 %. Les récents programmes stratégiques remportés par le secteur Défense, son carnet de commandes ajusté de 5,6 milliards \$ et ses soumissions et propositions d'une valeur de 9,5 milliards \$ en attente d'une décision de clients sont autant de facteurs illustrant le bien-fondé de sa stratégie de transformation. À long terme, CAE continue de s'attendre à une croissance supérieure dans le secteur Défense, grâce à la conversion de ses soumissions en prises de commandes ajustées dont la marge est plus élevée et à l'exécution de contrats générant des profits élevés autant que durables.

D'ici la clôture de l'exercice 2024, le secteur Défense compte continuer de regarnir son carnet de commandes ajusté avec des contrats plus importants et plus rentables et accélérer le retrait des risques associés aux anciens contrats, qui ont pesé lourdement sur la rentabilité globale du secteur Défense. La direction surveille de près ces contrats en tant que groupe distinct et à l'aide d'une équipe qui continue de se concentrer exclusivement sur l'exécution et le retrait substantiel des risques liés à ces anciens contrats qui auront lieu au cours des six à huit prochains trimestres. Malgré nos efforts, la direction constate un risque potentiel de dépassements de coûts supplémentaires, de réduction des marges bénéficiaires ou de pertes additionnelles en raison de ces anciens contrats, ainsi qu'une variabilité des répercussions financières trimestrielles en raison du calendrier de conclusion des programmes, de l'acceptation par les clients et de la capacité du secteur Défense à atténuer les risques et les coûts connexes. Compte tenu du renouvellement de son carnet de commandes et de l'arrivée à échéance des anciens contrats, l'inflexion positive prévue pour les résultats du secteur Défense devrait commencer à apparaître

au deuxième semestre du prochain exercice, et dépendra aussi de la durée et de l'ampleur des retards au niveau des nouveaux programmes dans l'environnement actuel.

Le total des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2024 devrait être d'environ 50 millions \$ supérieur à celui affiché pour l'exercice précédent, principalement en raison du montant plus élevé des investissements internes relatifs axés sur le marché qui seront consacrés à l'expansion du réseau de formation aéronautique du secteur Civil, au déploiement de simulateurs et à l'impartition de la formation par les clients. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net ajusté en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. La Société compte affecter une part importante du produit net de la vente de son secteur Santé, qui est assujettie à des conditions de clôture, incluant les approbations réglementaires habituelles, à la réduction de sa dette. La direction garde le cap sur des investissements internes en phase avec la demande des clients, l'intégration et l'accroissement des investissements récents, et le désendettement de son bilan. La direction continuera d'accorder la priorité au maintien d'un bon équilibre dans la répartition du capital, notamment en finançant la croissance rentable, en consolidant sa situation financière, et en remboursant du capital aux actionnaires. Selon CAE, son taux d'imposition effectif ajusté moyen sera d'environ 22 % pour le reste de l'exercice.

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2024 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail. Pour établir ses perspectives pour l'exercice 2024, la direction suppose qu'il n'y aura pas d'autres perturbations de l'économie mondiale, du trafic aérien, des activités de CAE et de sa capacité à fournir des produits et des services. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2023 de CAE, qui sont tous disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Veuillez consulter les sections intitulées « *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* », « *Hypothèses importantes* » et « *Risques importants* », plus loin.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, qui sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov), pour obtenir une analyse plus détaillée de nos résultats sectoriels. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T3 de l'exercice 2024

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente exécutive, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 14 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible sur le site Web de CAE à www.cae.com.

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Par-dessus tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux compagnies aériennes et aux forces de défense et de sécurité de donner le meilleur d'eux-mêmes, chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec plus de 13 000 employés répartis dans environ 250 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur plus de 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol et de missions de la plus haute fidélité possible ainsi que de programmes de formation alimentés par les technologies numériques. Nous intégrons le développement durable dans tout ce que nous faisons. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions ESG, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, la vente de la division Santé (l'« opération de vente »), les avantages et les répercussions prévus de cette vente sur les plans stratégique et opérationnel et les résultats financiers de CAE, les modalités, les conditions (y compris l'obtention des approbations réglementaires requises) et la réalisation prévue de l'opération de vente, la contrepartie en espèces prévue de l'opération de vente et le calendrier de réalisation, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, la capacité de CAE de retirer les anciens contrats comme prévu et de gérer et d'atténuer les risques connexes, l'incidence du retrait des anciens contrats, notamment sur l'inflexion positive prévue sur la performance du bénéfice sous-jacent au cours du deuxième semestre de l'exercice 2025, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou à la performance future et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels dans les périodes futures diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 14 février 2024 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les informations et énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont expressément visés par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent communiqué de presse. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés. Sauf indication contraire de CAE, ces énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 14 février 2024. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2024 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités

disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à achever et à retirer de manière efficace les anciens contrats tout en gérant les risques qui y sont associés, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution fructueuse des plans d'intégration liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration des activités de L3H MT et d'AirCentre acquises dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec les acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre dans les délais prévus, les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies et AirCentre, l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, la satisfaction de toutes les conditions de clôture de l'opération de vente, notamment l'obtention de toutes les approbations réglementaires requises ainsi que des autres consentements et approbations requis en temps opportun et selon des modalités acceptables pour CAE, notre capacité à achever par ailleurs l'opération de vente dans les délais prévus et selon les coûts prévus, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés à l'opération de vente, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'opération de vente dans les délais prévus (y compris la réception du produit attendu et l'emploi prévu de celui-ci) et l'accomplissement par les autres parties de leurs obligations, ententes et engagements respectifs aux termes des documents liés à l'opération de vente. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient se révéler inexacts.

Risques importants

Les risques importants, qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-tendus dans nos énoncés prospectifs, sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2023 et le rapport de gestion pour le trimestre clos le 31 décembre 2023 de CAE, disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile et Défense et Sécurité), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

Les calculs des mesures non conformes aux IFRS et les rapprochements avec les mesures les plus directement comparables selon les IFRS sont également présentés ci-après à la section « *Calculs et rapprochements* » du présent communiqué.

Mesures du rendement

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Taux d'imposition effectif ajusté

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous en suivons l'évolution parce que nous estimons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net des activités poursuivies avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les variations des actifs de gestion des ressources d'entreprise (GRE) et des autres actifs sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté

Le RCU ajusté est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, par le montant moyen du capital utilisé des activités poursuivies. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous utilisons le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dette nette

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme totale, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté des douze derniers mois. Nous l'utilisons parce qu'il reflète notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique. La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

Mesures de la croissance

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ) à plusieurs soumissionnaires. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

Calculs et rapprochements

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

(montants en millions)	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Trimestres clos les 31 décembre						
Résultat opérationnel	101,0 \$	117,2 \$	20,6 \$	24,9 \$	121,6 \$	142,1 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	23,2	11,2	0,3	(6,3)	23,5	4,9
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers						
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	—	3,0	—	6,8	—	9,8
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	124,2 \$	131,4 \$	20,9 \$	25,4 \$	145,1 \$	156,8 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

(montants en millions, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 décembre	
	2023	2022
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	56,5 \$	78,1 \$
Résultat net des activités abandonnées	1,9	(2,1)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	18,2	4,0
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers		
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation, après impôt	—	7,1
Résultat net ajusté	76,6 \$	87,1 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	319,1	318,3
RPA ajusté	0,24 \$	0,27 \$

Calcul du taux d'imposition effectif ajusté

<i>(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)</i>	Trimestres clos les 31 décembre	
	2023	2022
Résultat avant impôt sur le résultat	69,2 \$	94,4 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	23,5	4,9
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers		
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	—	9,8
Résultat ajusté avant impôt sur le résultat	92,7 \$	109,1 \$
Charge d'impôt sur le résultat	8,2 \$	16,5 \$
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	5,3	0,9
Incidence fiscale sur les pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers		
Incidence fiscale de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	—	2,7
Charge d'impôt sur le résultat ajustée	13,5 \$	20,1 \$
Taux d'imposition effectif	12 %	17 %
Taux d'imposition effectif ajusté	15 %	18 %

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 31 décembre	
	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	148,6 \$	158,7 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	72,2	93,7
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	220,8 \$	252,4 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(20,7)	(16,1)
Variation des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs	(10,4)	(10,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,1	0,3
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(14,9)	(2,0)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	13,2	13,9
Incidence des activités abandonnées	1,9	2,1
Flux de trésorerie disponibles	190,0 \$	239,8 \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

	Périodes de douze mois closes les	
	2023	2022
<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>		
Résultat opérationnel	525,9 \$	371,6 \$
Dotation aux amortissements	359,7	320,8
BAIIA	885,6 \$	692,4 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	91,5	83,3
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers		
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	—	9,8
Ajustement transitoire lié à l'infonuagique	—	13,4
BAIIA ajusté	977,1 \$	798,9 \$
Dette nette	3 085,4 \$	3 073,0 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	3,48	4,44
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	3,16	3,85

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

	31 décembre 2023	31 mars 2023
<i>(montants en millions)</i>		
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 410,5 \$	2 235,0 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(124,5)	(217,6)
Déduire : actifs, déduction faite des passifs détenus en vue de la vente	(224,6)	—
Passifs courants	(2 669,5)	(2 246,7)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	592,8	214,6
Fonds de roulement hors trésorerie	(15,3) \$	(14,7) \$
Actifs, déduction faite des passifs détenus en vue de la vente	224,6	—
Immobilisations corporelles	2 451,1	2 387,1
Immobilisations incorporelles	3 830,3	4 050,8
Autres actifs non courants	1 779,7	1 763,6
Autres passifs non courants	(456,7)	(565,4)
Capital utilisé	7 813,7 \$	7 621,4 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	592,8 \$	214,6 \$
Dette à long terme	2 617,1	3 035,5
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(124,5)	(217,6)
Dette nette	3 085,4 \$	3 032,5 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 648,8	4 507,7
Participations ne donnant pas le contrôle	79,5	81,2
Capital utilisé	7 813,7 \$	7 621,4 \$

Pour les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les IFRS les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la section 11 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 31 décembre 2023 (intégré par renvoi dans le présent communiqué) qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

État consolidé du résultat net

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
		Reclassé		Reclassé
Activités poursuivies				
Produits des activités ordinaires	1 094,5 \$	969,9 \$	3 156,5 \$	2 813,2 \$
Coût des ventes	791,9	693,0	2 283,5	2 066,5
Marge brute	302,6 \$	276,9 \$	873,0 \$	746,7 \$
Frais de recherche et de développement	38,1	27,1	108,1	91,2
Frais de vente, généraux et d'administration	140,9	124,1	396,9	367,3
Autres (profits) et pertes	(4,8)	(6,9)	(8,4)	(13,1)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(16,7)	(14,4)	(47,6)	(33,9)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	23,5	4,9	76,4	47,5
Résultat opérationnel	121,6 \$	142,1 \$	347,6 \$	287,7 \$
Charges financières – montant net	52,4	47,7	152,6	123,2
Résultat avant impôt sur le résultat	69,2 \$	94,4 \$	195,0 \$	164,5 \$
Charge d'impôt sur le résultat	8,2	16,5	7,8	31,8
Résultat net des activités poursuivies	61,0 \$	77,9 \$	187,2 \$	132,7 \$
Résultat net des activités abandonnées	(1,9)	2,1	0,8	(2,7)
Résultat net	59,1 \$	80,0 \$	188,0 \$	130,0 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	56,5 \$	78,1 \$	180,2 \$	124,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,6	1,9	7,8	5,7
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué – activités poursuivies	0,18 \$	0,24 \$	0,56 \$	0,40 \$
De base et dilué – activités abandonnées	(0,01)	0,01	—	(0,01)

État consolidé du résultat global

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
		Reclassé		Reclassé
Résultat net des activités poursuivies	61,0 \$	77,9 \$	187,2 \$	132,7 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	(77,7) \$	20,3 \$	(105,3) \$	304,7 \$
Gain (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	56,2	30,3	54,6	(113,0)
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion	(0,1)	(3,8)	(0,2)	(6,2)
Gain (perte) sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	8,3	(4,7)	7,4	(10,2)
Reclassement au résultat net de la perte (gain) sur les couvertures de flux de trésorerie	1,8	9,5	4,9	(11,5)
Impôt sur le résultat	(5,5)	(0,2)	(9,5)	12,2
	(17,0) \$	51,4 \$	(48,1) \$	176,0 \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	(34,5) \$	8,8 \$	(22,5) \$	55,7 \$
Impôt sur le résultat	9,2	(2,4)	6,0	(14,9)
	(25,3) \$	6,4 \$	(16,5) \$	40,8 \$
Autres éléments du résultat global des activités poursuivies	(42,3) \$	57,8 \$	(64,6) \$	216,8 \$
Résultat net des activités abandonnées	(1,9)	2,1	0,8	(2,7)
Autres éléments du résultat global des activités abandonnées	(3,2)	(1,7)	(1,7)	5,8
Total du résultat global	13,6 \$	136,1 \$	121,7 \$	352,6 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	11,7 \$	133,9 \$	114,9 \$	343,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,9	2,2	6,8	9,5

État consolidé de la situation financière

(Non audité)	31 décembre	31 mars
(montants en millions de dollars canadiens)	2023	2023
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	124,5 \$	217,6 \$
Créances clients	566,4	615,7
Actifs sur contrat	641,2	693,8
Stocks	601,0	583,4
Acomptes	69,6	64,1
Impôt sur le résultat à recouvrer	56,7	48,3
Actifs financiers dérivés	21,0	12,1
Actifs des activités abandonnées classés comme détenus en vue de la vente	330,1	—
Total de l'actif courant	2 410,5 \$	2 235,0 \$
Immobilisations corporelles	2 451,1	2 387,1
Actifs au titre des droits d'utilisation	458,4	426,9
Immobilisations incorporelles	3 830,3	4 050,8
Investissement dans les participations mises en équivalence	556,4	530,7
Actifs au titre des avantages du personnel	32,6	51,1
Actifs d'impôt différé	150,9	125,1
Actifs financiers dérivés	15,5	9,2
Autres actifs non courants	565,9	620,6
Total de l'actif	10 471,6 \$	10 436,5 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	999,5 \$	1 036,7 \$
Provisions	19,1	26,7
Impôt sur le résultat à payer	21,2	21,1
Passifs sur contrat	906,9	905,7
Partie courante de la dette à long terme	592,8	214,6
Passifs financiers dérivés	24,5	41,9
Passifs des activités abandonnées classés comme détenus en vue de la vente	105,5	—
Total du passif courant	2 669,5 \$	2 246,7 \$
Provisions	18,4	20,1
Dette à long terme	2 617,1	3 035,5
Obligations au titre des redevances	79,0	119,4
Obligations au titre des avantages du personnel	100,2	91,9
Passifs d'impôt différé	75,0	129,3
Passifs financiers dérivés	2,4	6,5
Autres passifs non courants	181,7	198,2
Total du passif	5 743,3 \$	5 847,6 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 252,6 \$	2 243,6 \$
Surplus d'apport	59,3	42,1
Cumul des autres éléments du résultat global	118,4	167,2
Résultats non distribués	2 218,5	2 054,8
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 648,8 \$	4 507,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	79,5	81,2
Total des capitaux propres	4 728,3 \$	4 588,9 \$
Total du passif et des capitaux propres	10 471,6 \$	10 436,5 \$

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

Période de neuf mois close le 31 décembre 2023

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)

	Actions ordinaires		Surplus d'apport d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués	Participations ne donnant pas le contrôle		Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée		éléments du résultat global	Résultats non distribués		Total	ne donnant pas le contrôle	
Soldes au 31 mars 2023	317 906 290	2 243,6 \$	42,1 \$	167,2 \$	2 054,8 \$	4 507,7 \$	81,2 \$	4 588,9 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	180,2 \$	180,2 \$	7,8 \$	188,0 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(48,8)	(16,5)	(65,3)	(1,0)	(66,3)	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(48,8) \$	163,7 \$	114,9 \$	6,8 \$	121,7 \$	
Exercice d'options sur actions	396 018	9,0	(1,4)	—	—	7,6	—	7,6	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	—	—	18,6	—	—	18,6	—	18,6	
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(8,5)	(8,5)	
Soldes au 31 décembre 2023	318 302 308	2 252,6 \$	59,3 \$	118,4 \$	2 218,5 \$	4 648,8 \$	79,5 \$	4 728,3 \$	

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

Période de neuf mois close le 31 décembre 2022

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)

	Actions ordinaires		Surplus d'apport d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués	Participations ne donnant pas le contrôle		Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée		éléments du résultat global	Résultats non distribués		Total	ne donnant pas le contrôle	
Soldes au 31 mars 2022	317 024 123	2 224,7 \$	38,6 \$	(31,2) \$	1 777,6 \$	4 009,7 \$	76,9 \$	4 086,6 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	124,3 \$	124,3 \$	5,7 \$	130,0 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	178,0	40,8	218,8	3,8	222,6	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	178,0 \$	165,1 \$	343,1 \$	9,5 \$	352,6 \$	
Exercice d'options sur actions	835 392	18,0	(2,5)	—	—	15,5	—	15,5	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	—	—	5,1	—	—	5,1	—	5,1	
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(5,0)	(5,0)	
Soldes au 31 décembre 2022	317 859 515	2 242,7 \$	41,2 \$	146,8 \$	1 942,7 \$	4 373,4 \$	81,4 \$	4 454,8 \$	

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	2023	2022
Activités opérationnelles		
Résultat net	188,0 \$	130,0 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	278,6	252,8
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(47,6)	(33,9)
Impôt sur le résultat différé	(39,8)	(0,3)
Crédits d'impôt à l'investissement	(9,2)	0,4
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	18,6	5,1
Régimes de retraite à prestations définies	4,5	6,2
Autres passifs non courants	(7,3)	(13,5)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	(17,5)	20,0
Autres	23,8	(2,4)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(40,4)	(136,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	351,7 \$	227,8 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	— \$	(6,4) \$
Dépenses en immobilisations corporelles	(238,1)	(205,9)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	3,7	4,8
Avances versées sur immobilisations corporelles	—	(30,1)
Dépenses en immobilisations incorporelles	(105,8)	(89,9)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(40,5)	(10,5)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	30,3	20,3
Autres	(7,2)	(5,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(357,6) \$	(322,7) \$
Activités de financement		
(Remboursement net sur les) produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	(407,8) \$	8,6 \$
Produit tiré de la dette à long terme	426,1	22,1
Remboursement sur la dette à long terme	(41,1)	(55,7)
Remboursement sur les obligations locatives	(57,0)	(62,1)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	7,6	15,5
Autres	—	(1,8)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(72,2) \$	(73,4) \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(15,0) \$	13,8 \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(93,1) \$	(154,5) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	217,6	346,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	124,5 \$	191,6 \$

Table des matières

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
7	3. À propos de CAE
8	4. Variations du change
9	5. Résultats consolidés
13	6. Résultats par secteur
17	7. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
19	8. Situation financière consolidée
21	9. Activités abandonnées
22	10. Risques et incertitudes liés à nos activités
23	11. Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires
30	12. Modifications de méthodes comptables
30	13. Contrôle interne à l'égard de l'information financière
32	14. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

33	État consolidé du résultat net
34	État consolidé du résultat global
35	État consolidé de la situation financière
36	État consolidé des variations des capitaux propres
37	Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

38	Note 1 - Nature des activités et principales méthodes comptables
40	Note 2 - Activités abandonnées
41	Note 3 - Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
43	Note 4 - Autres (profits) et pertes
44	Note 5 - Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition
44	Note 6 - Facilités d'emprunt et charges financières – montant net
44	Note 7 - Impôt sur le résultat
45	Note 8 - Résultat par action
45	Note 9 - Paiements fondés sur des actions
46	Note 10 - Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
46	Note 11 - Juste valeur des instruments financiers

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 31 décembre 2023

1. POINTS SAILLANTS

ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET RECLASSEMENT DES CHIFFRES COMPARATIFS

Le 24 octobre 2023, nous avons annoncé que nous avons conclu un accord définitif pour vendre la division CAE Santé. Conformément aux exigences d'IFRS 5 *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, le secteur Santé est présenté en tant qu'activités abandonnées et les actifs et passifs associés sont considérés comme étant détenus en vue de la vente au 31 décembre 2023. En conséquence, l'état consolidé du résultat net et l'état consolidé du résultat global comparatifs sont reclassés comme si les activités avaient été abandonnées depuis le début de l'exercice comparatif. La clôture de la transaction, qui est assujettie à des conditions de clôture, incluant les approbations réglementaires habituelles, est prévue avant la fin de l'exercice 2024.

À moins d'indication contraire, les résultats sont présentés sur la base des activités poursuivies.

DONNÉES FINANCIÈRES

TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2024

<i>(montants en millions, sauf les montants par action, le RCU ajusté et le ratio valeur comptable des commandes/ventes)</i>	T3-2024	T3-2023	<i>Variation en \$</i>	<i>Variation en %</i>
Rendement				
Produits des activités ordinaires	1 094,5 \$	969,9 \$	124,6 \$	13 %
Résultat opérationnel	121,6 \$	142,1 \$	(20,5) \$	(14) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ¹	145,1 \$	156,8 \$	(11,7) \$	(7) %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	56,5 \$	78,1 \$	(21,6) \$	(28) %
Résultat de base et dilué par action (RPA) – activités poursuivies	0,18 \$	0,24 \$	(0,06) \$	(25) %
RPA de base et dilué – activités abandonnées	(0,01) \$	0,01 \$	(0,02) \$	(200) %
RPA ajusté ¹	0,24 \$	0,27 \$	(0,03) \$	(11) %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	220,8 \$	252,4 \$	(31,6) \$	(13) %
Flux de trésorerie disponibles ¹	190,0 \$	239,8 \$	(49,8) \$	(21) %
Liquidités et structure du capital				
Capital utilisé ¹	7 813,7 \$	7 527,8 \$	285,9 \$	4 %
Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté ¹	7,0 %	5,5 %		
Total de la dette	3 209,9 \$	3 264,6 \$	(54,7) \$	(2) %
Dette nette ¹	3 085,4 \$	3 073,0 \$	12,4 \$	— %
Croissance				
Prises de commandes ajustées ¹	1 273,9 \$	1 189,7 \$	84,2 \$	7 %
Carnet de commandes ajusté ¹	11 746,3 \$	10 795,1 \$	951,2 \$	9 %
Ratio valeur comptable des commandes/ventes ¹	1,16	1,23		
Ratio valeur comptable des commandes/ventes pour les 12 derniers mois	1,10	1,27		

¹ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T3-2024	T3-2023	<i>Variation en \$</i>	<i>Variation en %</i>
Rendement				
Produits des activités ordinaires	3 156,5 \$	2 813,2 \$	343,3 \$	12 %
Résultat opérationnel	347,6 \$	287,7 \$	59,9 \$	21 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	424,0 \$	345,0 \$	79,0 \$	23 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	180,2 \$	124,3 \$	55,9 \$	45 %
RPA de base et dilué – activités poursuivies	0,56 \$	0,40 \$	0,16 \$	40 %
RPA de base et dilué – activités abandonnées	— \$	(0,01) \$	0,01 \$	100 %
RPA ajusté	0,75 \$	0,53 \$	0,22 \$	42 %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	351,7 \$	227,8 \$	123,9 \$	54 %
Flux de trésorerie disponibles	227,1 \$	185,4 \$	41,7 \$	22 %

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport de gestion, *nous, notre, nos, CAE* et la *Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2024* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2024;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2023;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 14 février 2024. Il est destiné à améliorer la compréhension de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et des notes qui les complètent pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2023 et doit donc être lu conjointement avec le présent document et nos états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2023. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre rendement et notre situation financière au cours du troisième trimestre de l'exercice 2024. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les normes IFRS de comptabilité (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à notre rapport de gestion annuel de l'exercice clos le 31 mars 2023, qui vous fournit un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction et présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre mission;
- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à nos activités;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration (le conseil).

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.sedarplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Mesures du rendement

- Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté;
- Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Taux d'imposition effectif ajusté;
- Résultat net ajusté;
- Résultat par action (RPA) ajusté;
- BAIIA et BAIIA ajusté;
- Flux de trésorerie disponibles.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

- Fonds de roulement hors trésorerie;
- Capital utilisé;
- Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté;
- Dette nette;
- Ratio de la dette nette sur les capitaux propres;
- Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté;
- Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance.

Mesures de la croissance

- Prises de commandes ajustées;
- Carnet de commandes ajusté;
- Ratio valeur comptable des commandes/ventes.

Les définitions de toutes les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la section 11.1 « *Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » du présent rapport de gestion afin de permettre au lecteur de mieux comprendre les indicateurs utilisés par la direction. En outre, le cas échéant, nous fournissons un rapprochement quantitatif des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières avec la mesure la plus directement comparable selon les IFRS. Veuillez vous reporter à la section 11.1 « *Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » pour des renvois vers ces rapprochements.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport de gestion présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- S'il est probable qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, la vente du secteur Santé (l'« opération de vente »), les avantages et les répercussions prévus de cette vente sur les plans stratégique et opérationnel et les résultats financiers de CAE, les modalités, les conditions (y compris l'obtention des approbations réglementaires requises) et la réalisation prévue de l'opération de vente, la contrepartie en espèces prévue de l'opération de vente et le calendrier de réalisation, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, notre capacité à retirer les anciens contrats (tels que définis à la section 6.2 « *Défense et Sécurité* » du présent rapport de gestion) comme prévu et à gérer et atténuer les risques qui y sont associés, l'incidence du retrait des anciens contrats, notamment sur l'inflexion positive prévue du bénéfice sous-jacent au cours du deuxième semestre de l'exercice 2025 ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques. Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou au rendement futur et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de telles différences comprennent notamment les risques stratégiques, comme la cybersécurité, l'incertitude géopolitique, la conjoncture économique mondiale, la concurrence commerciale, le rapport de force et l'empiètement des fabricants d'équipement d'origine (OEM), l'inflation, la portée internationale de nos activités, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les contraintes du secteur de l'aviation civile, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les activités de recherche et de développement (R-D), l'évolution des normes et l'innovation et la perturbation technologiques, la durée du cycle de vente, le développement des affaires et l'attribution de nouveaux contrats, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, le risque que nous ne puissions garantir aux investisseurs que nous gérerons efficacement notre croissance, les estimations des occasions sur le marché et les priorités concurrentes; les risques opérationnels, comme les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la gestion et l'exécution des programmes, les fusions et acquisitions, la continuité des activités, les sous-traitants, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme ainsi que notre dépendance continue à l'égard de certaines parties et informations; les risques liés aux talents, comme la gestion des talents, la capacité d'attirer, de recruter et de retenir les membres du personnel et de la direction clés, la culture d'entreprise et les relations de travail; les risques financiers, comme la disponibilité du capital, le risque de crédit des clients, les variations du change, l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, le risque de liquidité, la volatilité des taux d'intérêt, le rendement du capital investi pour les actionnaires, les estimations comptables, le risque de dépréciation, la capitalisation des régimes de retraite, l'endettement, les coûts d'acquisition et d'intégration, les ventes d'actions ordinaires additionnelles, les cours du marché et la volatilité de nos actions ordinaires, le caractère saisonnier des activités, les questions fiscales et le carnet de commandes ajusté; les risques réglementaires, comme les droits en matière de données et la gouvernance des données, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la conformité avec les lois et règlements, les lacunes potentielles de la couverture d'assurance, les passifs liés aux produits, les lois et règlements sur l'environnement, les contrôles et enquêtes publics, la protection de nos droits de propriété intellectuelle et de notre marque, la propriété intellectuelle de tiers, le statut d'émetteur privé étranger, et l'exercice de recours en responsabilité civile à l'encontre de nos administrateurs et dirigeants; les risques ESG, comme les événements climatiques extrêmes et l'incidence des catastrophes naturelles ou autres (y compris les répercussions des changements climatiques), ainsi que la surveillance accrue des questions ESG et les écarts de perception à cet égard; les risques d'atteinte à la réputation; les risques technologiques, comme les technologies de l'information (TI) et la dépendance envers des tiers fournisseurs pour la gestion des systèmes et de l'infrastructure de technologie de l'information; et les risques liés à l'opération de vente, tels que la non-réalisation de la totalité ou d'une partie des avantages prévus en découlant ou des problèmes, des coûts ou des retards imprévus se rapportant à la scission, le fait que les approbations réglementaires requises ne soient pas reçues ou le soient en retard ou que les conditions liées à la réalisation de l'opération de vente ne soient pas par ailleurs respectées ou le soient en retard et l'incertitude quant au délai requis pour la réalisation de l'opération de vente, les répercussions de l'annonce de l'opération de vente sur les relations de CAE avec des tiers, y compris les contreparties commerciales, les fournisseurs, les employés et les concurrents, les relations stratégiques, les résultats d'exploitation et les activités en général, la survenance d'un événement qui permettrait aux parties de mettre fin à leurs obligations et à leurs engagements aux termes des documents liés à l'opération de vente, la modification des modalités de l'opération de vente, le défaut par les parties de respecter leurs obligations et leurs engagements aux termes des documents liés à l'opération de vente et le fait de ne pas fidéliser nos membres de la haute direction clés, notre personnel et nos clients pendant et après la réalisation de l'opération de vente et les risques associés à la perte et au remplacement de membres de la haute direction clés. Si l'opération de vente proposée n'est pas réalisée pour une raison quelconque, il y a un risque que l'annonce de cette opération de vente et l'affectation de ressources considérables de CAE à la réalisation de celle-ci puissent entraîner des répercussions défavorables sur nos résultats d'exploitation et notre entreprise en général et puissent avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, notre situation financière et nos perspectives actuelles et futures, y compris la perte de la confiance des investisseurs dans notre capacité à exécuter notre plan stratégique. De plus, le fait que l'opération de vente proposée ne soit pas menée à bien pour quelque raison que ce soit pourrait avoir une incidence négative importante sur le cours de nos titres, et rien ne garantit que la direction réussira à trouver et à mettre en œuvre d'autres options stratégiques qui seraient dans l'intérêt de CAE et de ses parties prenantes dans le contexte des conditions actuelles du marché, de la réglementation et de la concurrence dans les secteurs où nous exerçons nos activités, ou qu'elle parviendra à le faire selon des modalités et à un moment favorables, et que ces mesures, si elles sont mises en œuvre, auraient les résultats escomptés. Nous avons également engagé d'importants frais d'opération et autres frais connexes dans le cadre de l'opération de vente et des frais additionnels importants ou imprévus pourraient aussi être engagés.

La liste qui précède n'est pas exhaustive, et d'autres facteurs inconnus ou imprévisibles pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur le rendement ou les résultats de CAE. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes liés à nos activités sont présentées à la section 10 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » du présent rapport de gestion et dans notre rapport financier de l'exercice 2023. Les lecteurs sont avisés que l'un des risques énoncés pourrait avoir des effets nuisibles importants sur les énoncés prospectifs de CAE. Les lecteurs sont également avisés que les risques mentionnés plus haut et ailleurs dans le présent rapport de gestion ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont expressément visés par cette mise en garde.

De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent rapport de gestion. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés.

HYPOTHÈSES IMPORTANTES

Les énoncés prospectifs dans le présent rapport de gestion sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à achever et à retirer de manière efficace les anciens contrats tout en gérant les risques qui y sont associés, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution fructueuse des plans d'intégration liés aux acquisitions de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) et de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre), notre capacité à achever par ailleurs l'intégration des activités de L3H MT et d'AirCentre acquises dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec les acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre dans les délais prévus, les conditions économiques, politiques et sectorielles prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3H MT et AirCentre, l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, la satisfaction de toutes les conditions de clôture de l'opération de vente, notamment l'obtention de toutes les approbations réglementaires requises ainsi que des autres consentements et approbations requis en temps opportun et selon des modalités acceptables pour CAE, notre capacité à achever par ailleurs l'opération de vente dans les délais prévus et selon les coûts prévus, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés à l'opération de vente, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'opération de vente dans les délais prévus (y compris la réception du produit attendu et l'emploi prévu de celui-ci) et l'accomplissement par les autres parties de leurs obligations, ententes et engagements respectifs aux termes des documents liés à l'opération de vente. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent rapport de gestion et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient se révéler inexacts.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Par-dessus tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux compagnies aériennes et aux forces de défense et de sécurité de donner le meilleur d'eux-mêmes, chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec plus de 13 000 employés répartis dans environ 250 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur plus de 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol et de missions de la plus haute fidélité possible ainsi que des programmes de formation alimentés par les technologies numériques. Nous intégrons le développement durable dans tout ce que nous faisons. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE), sous le symbole CAE.

3.2 Notre mission

Être à l'avant-plan de l'immersion numérique grâce à des solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques qui rendent le monde plus sécuritaire.

3.3 Notre vision

Être le partenaire de choix partout dans le monde dans les domaines de l'Aviation civile et de la Défense et Sécurité en révolutionnant la formation et les opérations critiques de nos clients grâce à des solutions numériques immersives qui améliorent la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.4 Notre stratégie

Les quatre piliers stratégiques de CAE

Quatre piliers fondamentaux sous-tendent notre stratégie et notre stratégie d'investissement :

- Croissance efficiente;
- Révolution de la formation et des opérations critiques;
- Leadership technologique et commercial;
- Compétences et culture.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section 3.4 « *Notre stratégie* » du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2023, qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.sedarplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

3.5 Nos activités

Nous gérons nos activités en deux secteurs :

- Aviation civile – Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des solutions axées sur les opérations aériennes. Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO), et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Défense et Sécurité – Nous sommes un fournisseur de solutions d'entraînement et de simulation, peu importe la plateforme, préparant les forces de défense et de sécurité du monde entier aux missions à venir. Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier.

Le 24 octobre 2023, nous avons annoncé que nous avons conclu un accord définitif pour vendre la division CAE Santé et, par conséquent, le secteur Santé est présenté en tant qu'activités abandonnées et les actifs et passifs associés sont considérés comme étant détenus en vue de la vente au 31 décembre 2023. La clôture de la transaction, qui est assujettie aux conditions de clôture, incluant des approbations réglementaires habituelles, est prévue avant la fin de l'exercice 2024. Vous trouverez un complément d'information à la section 9 « *Activités abandonnées* » du présent rapport de gestion.

Aucun autre changement important n'a été apporté à nos activités depuis la clôture de l'exercice 2023. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section 3.5 « *Nos activités* » du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2023, qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.sedarplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes ajusté en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	31 décembre 2023	30 septembre 2023	Augmentation / (diminution)	31 mars 2023	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,32	1,36	(3) %	1,35	(2) %
Euro (€)	1,46	1,43	2 %	1,47	(1) %
Livre sterling (£)	1,69	1,65	2 %	1,67	1 %

Nous avons utilisé les taux de change moyens présentés ci-dessous pour les trimestres et les périodes de neuf mois pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges pour les périodes indiquées :

	Trimestres clos les 31 décembre		Augmentation / (diminution)	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Augmentation / (diminution)
	2023	2022		2023	2022	
Dollar américain (\$ US)	1,36	1,36	— %	1,35	1,31	3 %
Euro (€)	1,46	1,38	6 %	1,46	1,35	8 %
Livre sterling (£)	1,69	1,59	6 %	1,69	1,58	7 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 12,1 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 1,1 million \$ du résultat net des activités poursuivies pour le trimestre par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2024, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 79,9 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 8,9 millions \$ du résultat net des activités poursuivies par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2023. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère de nos établissements à l'étranger pour le trimestre aux taux de change mensuels moyens du troisième trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé. Vous trouverez un complément d'information sur notre exposition aux monnaies étrangères et nos stratégies de couverture à la section 9 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

5. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

5.1 Résultat opérationnel – Troisième trimestre de l'exercice 2024

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T3-2024	T2-2024	T1-2024	T4-2023	T3-2023
Activités poursuivies					
Produits des activités ordinaires	1 094,5	1 050,0	1 012,0	1 197,4	969,9 \$
Coût des ventes	791,9	765,3	726,3	860,6	693,0 \$
Marge brute	302,6	284,7	285,7	336,8	276,9 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires²</i>	27,6	27,1	28,2	28,1	28,5 %
Frais de recherche et de développement	38,1	33,3	36,7	37,8	27,1 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	140,9	132,3	123,7	134,2	124,1 \$
Autres (profits) et pertes	(4,8)	(2,2)	(1,4)	(9,3)	(6,9) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(16,7)	(14,3)	(16,6)	(19,3)	(14,4) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	23,5	37,9	15,0	15,1	4,9 \$
Résultat opérationnel	121,6	97,7	128,3	178,3	142,1 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires²</i>	11,1	9,3	12,7	14,9	14,7 %
Charges financières – montant net	52,4	47,1	53,1	50,4	47,7 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	69,2	50,6	75,2	127,9	94,4 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	8,2	(8,3)	7,9	30,8	16,5 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat (taux d'imposition effectif)</i>	12	(16)	11	24	17 %
Résultat net des activités poursuivies	61,0	58,9	67,3	97,1	77,9 \$
Résultat net des activités abandonnées	(1,9)	2,2	0,5	4,8	2,1 \$
Résultat net	59,1	61,1	67,8	101,9	80,0 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	56,5	58,4	65,3	98,4	78,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,6	2,7	2,5	3,5	1,9 \$
	59,1	61,1	67,8	101,9	80,0 \$
RPA attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	0,18	0,17	0,20	0,29	0,24 \$
De base et dilué – activités abandonnées	(0,01)	0,01	—	0,02	0,01 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ²	145,1	135,6	143,3	193,4	156,8 \$
Résultat net ajusté ²	76,6	85,2	76,3	106,1	87,1 \$
RPA ajusté ²	0,24	0,26	0,24	0,33	0,27 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 13 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 094,5 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 124,6 millions \$, ou 13 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2024, les produits des activités ordinaires ont atteint 3 156,5 millions \$, en hausse de 343,3 millions \$, ou 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

² Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

La variation des produits des activités ordinaires sectoriels s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i> Trimestres clos les 31 décembre	2023	2022	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	622,1 \$	517,4 \$	104,7 \$	20 %
Défense et Sécurité	472,4	452,5	19,9	4 %
Produits des activités ordinaires	1 094,5 \$	969,9 \$	124,6 \$	13 %

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	2023	2022	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	1 735,0 \$	1 505,0 \$	230,0 \$	15 %
Défense et Sécurité	1 421,5	1 308,2	113,3	9 %
Produits des activités ordinaires	3 156,5 \$	2 813,2 \$	343,3 \$	12 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

Marge brute en hausse de 9 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023

La marge brute s'est établie à 302,6 millions \$ pour le trimestre (27,6 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 276,9 millions \$ (28,5 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2023. La hausse de la marge brute par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023 découle surtout de l'accroissement des produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période. La diminution de la marge bénéficiaire brute consolidée pour le trimestre s'explique en grande partie par une combinaison moins favorable découlant de nos solutions axées sur les opérations aériennes.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2024, la marge brute a totalisé 873,0 millions \$ (27,7 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 746,7 millions \$ (26,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. La hausse de la marge brute par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2023 découle surtout de l'accroissement des produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période. La croissance de la marge bénéficiaire brute consolidée pour l'exercice s'explique d'abord et avant tout par les ajustements défavorables de la marge sur contrat enregistrés dans le secteur Défense et Sécurité au premier trimestre de l'exercice 2023.

Résultat opérationnel en baisse de 14 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023

Pour le trimestre, le résultat opérationnel s'est établi à 121,6 millions \$ (11,1 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 142,1 millions \$ (14,7 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2023. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2024, le résultat opérationnel s'est établi à 347,6 millions \$ (11,0 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 287,7 millions \$ (10,2 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent.

La variation du résultat opérationnel sectoriel s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i> Trimestres clos les 31 décembre	2023	2022	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	101,0 \$	117,2 \$	(16,2) \$	(14) %
Défense et Sécurité	20,6	24,9	(4,3)	(17) %
Résultat opérationnel	121,6 \$	142,1 \$	(20,5) \$	(14) %

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	2023	2022	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	295,0 \$	281,0 \$	14,0 \$	5 %
Défense et Sécurité	52,6	6,7	45,9	685 %
Résultat opérationnel	347,6 \$	287,7 \$	59,9 \$	21 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en baisse de 7 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 145,1 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 156,8 millions \$ (16,2 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2023. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2024, le résultat opérationnel sectoriel ajusté a totalisé 424,0 millions \$ (13,4 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 345,0 millions \$ (12,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La variation du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i> <i>Trimestres clos les 31 décembre</i>	2023	2022	<i>Variation en \$</i>	<i>Variation en %</i>
Aviation civile	124,2 \$	131,4 \$	(7,2) \$	(5) %
Défense et Sécurité	20,9	25,4	(4,5)	(18) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	145,1 \$	156,8 \$	(11,7) \$	(7) %

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	2023	2022	<i>Variation en \$</i>	<i>Variation en %</i>
Aviation civile	357,5 \$	322,4 \$	35,1 \$	11 %
Défense et Sécurité	66,5	22,6	43,9	194 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	424,0 \$	345,0 \$	79,0 \$	23 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « *Résultats par secteur* » du présent rapport de gestion.

Montant net des charges financières en hausse de 10 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023

Le montant net des charges financières s'est établi à 52,4 millions \$ pour le trimestre, comparé à 47,7 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2023. La hausse est essentiellement imputable à l'augmentation des charges financières sur les obligations locatives.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2024, le montant net des charges financières s'est établi à 152,6 millions \$, en hausse de 29,4 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est essentiellement imputable à l'augmentation des charges financières liées à la dette à long terme découlant de la hausse des taux d'intérêt variables et du niveau d'emprunts durant la période, ainsi qu'à la hausse des charges financières liées aux obligations locatives.

Taux d'imposition effectif de 12 % pour le trimestre écoulé

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 8,2 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 12 %, par rapport à un taux d'imposition effectif de 17 % au troisième trimestre de l'exercice 2023. Le taux d'imposition effectif ajusté³ sur notre résultat net ajusté a été de 15 % pour le trimestre, comparativement à 18 % au troisième trimestre de l'exercice 2023. La diminution du taux d'imposition effectif ajusté traduit essentiellement la composition des revenus provenant de différents territoires.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2024, la charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 7,8 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 4 %, comparativement à un taux d'imposition effectif de 19 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté sur notre résultat net ajusté s'est établi à 9 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2024, comparativement à 21 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du taux d'imposition effectif ajusté traduit essentiellement la comptabilisation d'actifs d'impôt différé non comptabilisés auparavant dans le cadre du regroupement statutaire de certaines opérations à l'étranger, la composition des revenus provenant de différents territoires et l'avantage fiscal découlant de la décision rendue par la cour de l'impôt au premier trimestre de l'exercice 2024.

Perte nette des activités abandonnées de 1,9 million \$ pour le trimestre

La perte nette des activités abandonnées s'est établie à 1,9 million \$ pour le trimestre, par rapport à un résultat net des activités abandonnées de 2,1 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2023. La baisse en regard du troisième trimestre de l'exercice 2023 s'explique principalement par les coûts de transaction de 2,2 millions \$ engagés au troisième trimestre de l'exercice 2024 en lien avec la vente prévue du secteur Santé.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2024, le résultat net des activités abandonnées s'est établi à 0,8 million \$, en hausse de 3,5 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique en grande partie par la hausse du résultat opérationnel du secteur Santé, neutralisée en partie par les coûts de transaction de 2,2 millions \$ engagés au troisième trimestre de l'exercice 2024 en lien avec la vente prévue du secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information à la section 9 « *Activités abandonnées* » du présent rapport de gestion.

³ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « *Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires* » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

5.2 Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Coûts d'intégration et d'acquisition	23,0 \$	15,0 \$	64,9 \$	51,0 \$
Indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au personnel	0,5	(0,3)	11,5	1,7
Dépréciation d'actifs non financiers – montant net	—	—	—	1,8
Autres coûts	—	—	—	2,8
Reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation	—	(9,8)	—	(9,8)
Total des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	23,5 \$	4,9 \$	76,4 \$	47,5 \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2023, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition associés à l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre) au cours de l'exercice 2022 se sont élevés à 22,6 millions \$ et à 61,1 millions \$ (13,6 millions \$ et 35,4 millions \$ en 2022), respectivement, alors que ceux associés à l'acquisition de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) au cours de l'exercice 2022 se sont élevés à 0,2 million \$ et à 13,4 millions \$ (0,3 million \$ et 16,1 millions \$ en 2022), respectivement.

Les coûts d'intégration en cours liés à l'acquisition d'AirCentre se rapportent principalement à la migration et à l'intégration de l'infrastructure TI et devraient être en grande partie achevés d'ici le milieu de l'exercice 2025. Alors qu'une partie importante des coûts d'intégration liés à l'acquisition de L3H MT ont été encourus avant la fin de l'exercice 2023, des coûts d'intégration supplémentaires ont été encourus au cours de l'exercice 2024 suite à l'achèvement de l'intégration de l'infrastructure et des systèmes de TI et aux changements organisationnels structurels.

Reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition incluent des profits sur la reprise de dépréciation d'une immobilisation incorporelle de 6,8 millions \$ dans le secteur Défense et Sécurité ainsi que des immobilisations corporelles de 3,0 millions \$ dans le secteur de l'Aviation civile, suite à leur réaffectation et optimisation et des nouveaux contrats et opportunités avec des clients.

5.3 Prises de commandes ajustées consolidées et carnet de commandes ajusté

Carnet de commandes ajusté⁴ stable par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2023	Période de neuf mois close le 31 décembre 2023
Commandes engagées en début de période	8 946,3 \$	8 961,9 \$
+ prises de commandes ajustées ⁴	1 273,9	3 386,9
- produits des activités ordinaires	(1 094,5)	(3 156,5)
+/- ajustements	(125,6)	(192,2)
Commandes engagées en fin de période	9 000,1 \$	9 000,1 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	388,1	388,1
Commandes non financées et options	2 358,1	2 358,1
Carnet de commandes ajusté	11 746,3 \$	11 746,3 \$

Pour le trimestre, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'incidence des variations du change ainsi que par les modifications et annulations de contrats.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁴ s'est établi à 1,16 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,10.

Pour le trimestre, aucune commande n'a été ajoutée aux commandes non financées et des commandes d'un montant de 90,1 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

⁴ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

6. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre deux secteurs :

- Aviation civile;
- Défense et Sécurité.

La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel ajusté sont présentés en ordre de grandeur.

6.1 Aviation civile

TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2024

CONTRATS OBTENUS

Le secteur Aviation civile a obtenu des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 845,4 millions \$ ce trimestre, notamment des contrats portant sur la vente de 20 simulateurs de vol (FFS) au cours du trimestre, portant le total des commandes à 57 FFS pour les neuf premiers mois de l'exercice.

Les principaux contrats pour le trimestre comprennent :

- Un contrat du Groupe Air France-KLM pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation commerciale d'une durée de 10 ans;
- Un contrat de Solairus Aviation pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires d'une durée de 3 ans;
- Un contrat de Clay Lacy Aviation pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires d'une durée de 5 ans;
- Un renouvellement des services de vol d'Azul Linhas Aereas Brasileiras d'une durée de 5 ans;
- Un contrat d'Air China pour deux FFS Airbus A320 et un FFS Boeing B787;
- Un contrat de Riyadh Air pour deux FFS Boeing B787;
- Un contrat de Lufthansa Aviation Training pour un FFS Airbus A350 et un FFS Boeing B787;
- Un contrat de CHC Helicopter pour une entente de formation à la maintenance dans le domaine de l'aviation d'affaires d'une durée de 5 ans.

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions)	T3-2024	T2-2024	T1-2024	T4-2023	T3-2023
Produits des activités ordinaires	622,1	572,6	540,3	661,4	517,4 \$
Résultat opérationnel	101,0	88,4	105,6	149,3	117,2 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	124,2	114,3	119,0	162,9	131,4 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires⁵</i>	20,0	20,0	22,0	24,6	25,4 %
Dotation aux amortissements	70,7	65,2	66,2	64,0	63,5 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	65,9	37,5	64,4	49,5	58,4 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles	21,9	22,7	31,8	24,8	22,1 \$
Capital utilisé ⁵	4 774,6	4 778,8	4 710,9	4 710,4	4 673,3 \$
Carnet de commandes ajusté	6 119,8	5 903,1	5 764,8	5 730,8	5 647,6 \$

Renseignements non financiers supplémentaires

	T3-2024	T2-2024	T1-2024	T4-2023	T3-2023
Nombre équivalent de simulateurs	275	268	268	265	263
FFS dans le réseau de CAE	336	331	327	324	323
Taux d'utilisation	76	71	77	78	73 %
FFS livrés	13	11	6	17	9

⁵ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Produits des activités ordinaires en hausse de 20 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023

La hausse des produits des activités ordinaires par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023 découle surtout de l'augmentation des produits tirés des ventes de simulateurs, essentiellement du fait de l'augmentation des livraisons et de la combinaison des programmes, de la combinaison plus favorable des ventes de services de formation, de l'augmentation des produits tirés des services de soutien du cycle de vie des simulateurs et de l'augmentation du taux d'utilisation et du volume à l'égard des simulateurs récemment déployés dans notre réseau. La hausse a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires découlant des solutions axées sur les opérations aériennes en raison de la combinaison des contrats.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 735,0 millions \$, en hausse de 230,0 millions \$, soit 15 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse découle surtout de la combinaison plus favorable des ventes de services de formation, de l'augmentation du taux d'utilisation et du volume à l'égard des simulateurs récemment déployés dans notre réseau, de l'augmentation des produits tirés des services de soutien du cycle de vie des simulateurs, de l'augmentation des produits tirés des ventes de simulateurs du fait de l'augmentation des livraisons, de même que de l'incidence du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Résultat opérationnel en baisse de 14 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023

Pour le trimestre, le résultat opérationnel s'est établi à 101,0 millions \$ (16,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 117,2 millions \$ (22,7 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2023. Le résultat opérationnel enregistré pour le trimestre inclut des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 23,2 millions \$, par rapport à 11,2 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2023.

La baisse en regard du troisième trimestre de l'exercice 2023 s'explique en grande partie par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration, qui est conforme à la hausse des produits des activités ordinaires, par la hausse des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, et par l'apport moindre des solutions axées sur les opérations aériennes du fait d'une combinaison moins favorable de contrats en cours d'exécution durant le trimestre, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation du taux d'utilisation et du volume à l'égard des simulateurs récemment déployés dans notre réseau et l'incidence du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Le résultat opérationnel s'est établi à 295,0 millions \$ (17,0 % des produits des activités ordinaires) pour les neuf premiers mois de l'exercice, soit 14,0 millions \$ ou 5 %, de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel de la période considérée inclut des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 62,5 millions \$, comparativement à 38,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation en regard des neuf premiers mois de l'exercice 2023 s'explique d'abord et avant tout par la combinaison plus favorable des ventes de services de formation, par l'augmentation du taux d'utilisation et du volume à l'égard des simulateurs récemment déployés dans notre réseau et par l'incidence du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger. La hausse a été neutralisée en partie par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration, qui est conforme à la hausse des produits des activités ordinaires, par l'augmentation des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition ainsi que l'augmentation des frais de recherche et développement.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en baisse de 5 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023

Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 124,2 millions \$ (20,0 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 131,4 millions \$ (25,4 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2023.

La baisse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023 découle surtout de l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration, qui est conforme à la hausse des produits des activités ordinaires, et de l'apport moindre des solutions axées sur les opérations aériennes du fait d'une combinaison moins favorable de contrats en cours d'exécution durant le trimestre, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation du taux d'utilisation et du volume à l'égard des simulateurs récemment déployés dans notre réseau et l'incidence du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 357,5 millions \$ (20,6 % des produits des activités ordinaires) pour les neuf premiers mois de l'exercice, soit une hausse de 35,1 millions \$, ou 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par la combinaison plus favorable des ventes de services de formation et par l'augmentation du taux d'utilisation et du volume à l'égard des simulateurs récemment déployés dans notre réseau. La hausse a été neutralisée en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration, qui est conforme à la hausse des produits des activités ordinaires, de même que la hausse des frais de recherche et développement.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 65,9 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 48,5 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 17,4 millions \$.

Capital utilisé en baisse de 4,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par les variations du change, contrebalancées en partie par l'augmentation des dépenses en immobilisations corporelles.

Carnet de commandes ajusté en hausse de 4 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2023	Période de neuf mois close le 31 décembre 2023
Commandes engagées en début de période	5 745,5 \$	5 555,2 \$
+ prises de commandes ajustées	845,4	2 193,4
- produits des activités ordinaires	(622,1)	(1 735,0)
+/- ajustements	(96,9)	(141,7)
Commandes engagées en fin de période	5 871,9 \$	5 871,9 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	247,9	247,9
Carnet de commandes ajusté	6 119,8 \$	6 119,8 \$

Pour le trimestre, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'incidence des variations du change et par l'annulation d'un contrat.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,36 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,27.

6.2 Défense et Sécurité**TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2024****CONTRATS OBTENUS**

Ce trimestre, le secteur Défense et Sécurité a obtenu des contrats d'une valeur de 428,5 millions \$.

Les principaux contrats obtenus pour le trimestre comprennent :

- Un contrat de l'U.S. Air Force (USAF) pour la poursuite de l'entraînement au vol sur les dispositifs C-130H;
- Un contrat de l'USAF pour la maintenance des dispositifs d'entraînement sur F-16;
- Un contrat de l'USAF pour la poursuite de l'entraînement au vol sur les dispositifs KC-135;
- Un contrat de l'armée américaine pour l'exercice d'une année d'option pour la poursuite de l'entraînement sur appareils à voilure fixe et des services de soutien au centre de formation CAE Dothan.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES CONCERNANT LES CONTRATS DE DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Au sein du secteur Défense et Sécurité, nous avons certains contrats à prix fixe qui offrent certains avantages et gains d'efficacité potentiels, mais peuvent également être marqués par des difficultés d'exécution et par l'évolution défavorable des conditions économiques, y compris les perturbations inattendues de la chaîne d'approvisionnement, les pressions inflationnistes et la disponibilité de la main-d'œuvre. Ces risques peuvent entraîner des dépassements de coûts et une réduction des marges bénéficiaires ou des pertes. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section 10 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » du présent rapport de gestion. Bien que ces risques puissent souvent être gérés ou atténués, il y a huit anciens contrats distincts qui ont été conclus avant la pandémie de COVID-19 ayant une structure de contrat à prix fixe, avec peu ou pas de disposition pour les hausses des coûts, et qui ont été plus lourdement touchés par ces risques (les « anciens contrats »).

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2024, l'exécution continue des anciens contrats a eu une incidence défavorable d'environ deux points de pourcentage sur la marge du résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Défense et Sécurité.

La direction suit de près ces anciens contrats en tant que groupe distinct et continue d'accorder une grande priorité à l'exécution et au retrait de ces anciens contrats ainsi qu'à la réduction des pressions sur les coûts liés à ceux-ci. Les anciens contrats s'achèveront pour la plupart au cours des deux prochains exercices et les risques qui y sont associés seront réduits à mesure qu'ils seront substantiellement retirés au cours des six à huit prochains semestres, avec de la variabilité dans les répercussions financières trimestrielles due au calendrier de conclusion des programmes, l'acceptation par les clients et la capacité d'atténuer les risques et les coûts connexes alors que nous continuons à exécuter ces contrats.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(montants en millions)</i>	T3-2024	T2-2024	T1-2024	T4-2023	T3-2023
Produits des activités ordinaires	472,4	477,4	471,7	536,0	452,5 \$
Résultat opérationnel	20,6	9,3	22,7	29,0	24,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	20,9	21,3	24,3	30,5	25,4 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	4,4	4,5	5,2	5,7	5,6 %
Dotations aux amortissements	23,6	23,2	23,6	23,2	21,7 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	19,3	23,9	25,8	11,9	4,8 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles	5,2	6,7	6,5	9,4	5,6 \$
Capital utilisé	2 627,0	2 697,4	2 698,6	2 565,0	2 514,5 \$
Carnet de commandes ajusté	5 626,5	5 870,0	5 418,7	5 065,6	5 147,5 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 4 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023

L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023 s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits tirés de nos programmes européens et nord-américains et par l'incidence du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 421,5 millions \$, en hausse de 113,3 millions \$, soit 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par la hausse du niveau d'activité à l'égard de nos programmes nord-américains, européens et australasiens et par l'incidence du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Résultat opérationnel en baisse de 4,3 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023

Pour le trimestre, le résultat opérationnel s'est établi à 20,6 millions \$ (4,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 24,9 millions \$ (5,5 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2023. Le résultat opérationnel du trimestre considéré inclut des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 0,3 million \$, par rapport à une reprise de 6,3 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2023.

La diminution par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023 s'explique surtout par un profit sur la reprise de dépréciation d'une immobilisation incorporelle présentée dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de l'exercice précédent. La baisse est aussi attribuable à la hausse du montant net des frais de recherche et de développement, neutralisée en partie par la rentabilité accrue de nos programmes nord-américains et européens.

Le résultat opérationnel s'est établi à 52,6 millions \$ (3,7 % des produits des activités ordinaires) pour les neuf premiers mois de l'exercice, soit 45,9 millions \$ de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel de la période considérée inclut des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 13,9 millions \$, comparativement à 9,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation en regard des neuf premiers mois de l'exercice 2023 s'explique en grande partie par la rentabilité accrue de nos programmes nord-américains par rapport à l'exercice précédent, compte tenu de l'incidence d'ajustements défavorables de la marge sur contrat à l'égard de deux programmes américains au premier trimestre de l'exercice 2023, ainsi que par la rentabilité accrue de nos coentreprises, facteurs neutralisés en partie par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement et par l'augmentation des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en baisse de 18 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023

Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 20,9 millions \$ (4,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 25,4 millions \$ (5,6 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2023.

La diminution par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2023 s'explique surtout par un profit sur la reprise de dépréciation d'une immobilisation incorporelle comptabilisée à l'exercice précédent et par l'augmentation du montant net des frais de recherche et de développement, facteurs contrebalancés en partie par la rentabilité accrue de nos programmes nord-américains et européens.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 66,5 millions \$ (4,7 % des produits des activités ordinaires) pour les neuf premiers mois de l'exercice, soit une hausse de 43,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique en grande partie par la rentabilité accrue de nos programmes nord-américains par rapport à l'exercice précédent, compte tenu de l'incidence d'ajustements défavorables de la marge sur contrat à l'égard de deux programmes américains au premier trimestre de l'exercice 2023, ainsi que par la rentabilité accrue de nos coentreprises, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation du montant net des frais de recherche et de développement.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 19,3 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 16,6 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 2,7 millions \$.

Capital utilisé en baisse de 70,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution en regard du trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par les variations du change, par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie et par l'augmentation des autres passifs non courants du fait des acomptes reçus de clients. La baisse a été contrée en partie par l'accroissement des actifs au titre des droits d'utilisation.

Carnet de commandes ajusté en baisse de 4 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2023	Période de neuf mois close le 31 décembre 2023
Commandes engagées en début de période	3 200,8 \$	3 406,7 \$
+ prises de commandes ajustées	428,5	1 193,5
- produits des activités ordinaires	(472,4)	(1 421,5)
+/- ajustements	(28,7)	(50,5)
Commandes engagées en fin de période	3 128,2 \$	3 128,2 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	140,2	140,2
Commandes non financées et options	2 358,1	2 358,1
Carnet de commandes ajusté	5 626,5 \$	5 626,5 \$

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence des variations du change et aux modifications de contrats.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,91 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,90.

Pour le trimestre, aucune commande n'a été ajoutée aux commandes non financées et des commandes de 90,1 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

7. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, y compris le moment auquel les paiements d'étapes sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

7.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	148,6 \$	158,7 \$	392,1 \$	364,4 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	72,2	93,7	(40,4)	(136,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	220,8 \$	252,4 \$	351,7 \$	227,8 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁶	(20,7)	(16,1)	(79,3)	(48,0)
Variation des actifs de planification des ressources d'entreprise et des autres actifs	(10,4)	(10,8)	(35,2)	(30,7)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,1	0,3	3,7	4,8
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(14,9)	(2,0)	(40,5)	(10,5)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	13,2	13,9	30,3	20,3
Incidence des activités abandonnées	1,9	2,1	(3,6)	21,7
Flux de trésorerie disponibles ⁶	190,0 \$	239,8 \$	227,1 \$	185,4 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁶	(64,9)	(47,3)	(158,8)	(157,9)
Frais de développement inscrits à l'actif	(28,5)	(18,9)	(80,0)	(64,3)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	0,7	0,2	7,6	15,5
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	—	—	—	(6,4)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	(0,5)	(31,7)	2,2	(31,8)
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(12,3)	9,1	(15,0)	13,8
Incidence des activités abandonnées	(1,9)	(2,1)	3,6	(21,7)
Variation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	82,6 \$	149,1 \$	(13,3) \$	(67,4) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles d'un montant de 220,8 millions \$ pour le trimestre

Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles ont diminué de 31,6 millions \$ comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2023. La diminution s'explique essentiellement par l'apport moindre du fonds de roulement hors trésorerie et la baisse du résultat net avant les éléments hors trésorerie.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont établis à 351,7 millions \$, soit 123,9 millions \$ de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie et la hausse du résultat net avant les éléments hors trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles de 190,0 millions \$ pour le trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 49,8 millions \$ comparativement à ceux du troisième trimestre de l'exercice 2023. La diminution s'explique essentiellement par l'apport moindre du fonds de roulement hors trésorerie, l'augmentation des paiements versés aux participations mises en équivalence et le repli des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 227,1 millions \$, soit 41,7 millions \$ de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie et l'accroissement des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et la hausse des paiements versés aux participation mise en équivalence.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 85,6 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations corporelles ont totalisé 85,6 millions \$ pour le trimestre et 238,1 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 64,9 millions \$ pour le trimestre et à 158,8 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 20,7 millions \$ pour le trimestre et 79,3 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice.

⁶ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

8. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

8.1 Capital utilisé consolidé

<i>(montants en millions)</i>	Au 31 décembre 2023	30 septembre 2023	Au 31 mars 2023
Utilisation du capital⁷ :			
Actifs courants	2 410,5 \$	2 280,9 \$	2 235,0 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(124,5)	(181,5)	(217,6)
Déduire : actifs nets des passifs détenus en vue de la vente	(224,6)	—	—
Passifs courants	(2 669,5)	(2 424,3)	(2 246,7)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	592,8	424,7	214,6
Fonds de roulement hors trésorerie ⁷	(15,3) \$	99,8 \$	(14,7) \$
Actifs nets des passifs détenus en vue de la vente	224,6	—	—
Immobilisations corporelles	2 451,1	2 445,0	2 387,1
Immobilisations incorporelles	3 830,3	4 046,7	4 050,8
Autres actifs non courants	1 779,7	1 792,7	1 763,6
Autres passifs non courants	(456,7)	(483,8)	(565,4)
Capital utilisé	7 813,7 \$	7 900,4 \$	7 621,4 \$
Provenance du capital⁷ :			
Partie courante de la dette à long terme	592,8 \$	424,7 \$	214,6 \$
Dette à long terme	2 617,1	2 941,3	3 035,5
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(124,5)	(181,5)	(217,6)
Dette nette ⁷	3 085,4 \$	3 184,5 \$	3 032,5 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 648,8	4 632,9	4 507,7
Participations ne donnant pas le contrôle	79,5	83,0	81,2
Capital utilisé	7 813,7 \$	7 900,4 \$	7 621,4 \$

Capital utilisé en baisse de 86,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution s'explique en grande partie par la baisse des immobilisations incorporelles et du fonds de roulement hors trésorerie, neutralisée en partie par l'augmentation des actifs, déduction faite des passifs détenus en vue de la vente et par le repli des autres passifs non courants dont il est question plus bas.

Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté⁷

Le RCU ajusté s'est fixé à 7,0 % pour le trimestre, par rapport à 5,5 % au troisième trimestre de l'exercice précédent et à 7,1 % au trimestre précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 115,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique d'abord et avant tout par la diminution des créances clients et des stocks, neutralisée en partie par la baisse des passifs sur contrat.

Actifs, déduction faite des passifs détenus en vue de la vente de 224,6 millions \$ pour le trimestre

Les actifs, déduction faite des passifs détenus en vue de la vente pour le trimestre, sont liés aux activités abandonnées du secteur Santé. Vous trouverez un complément d'information à la section 9 « *Activités abandonnées* » du présent rapport de gestion.

Immobilisations incorporelles en baisse de 216,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution s'explique en grande partie par les actifs des activités abandonnées classés comme étant détenus en vue de la vente et par les variations du change.

Autres passifs non courants en baisse de 27,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse est essentiellement imputable aux passifs des activités abandonnées classés comme étant détenus en vue de la vente.

⁷ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « *Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires* » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Dette totale en baisse de 156,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution de la dette totale s'explique en grande partie par le remboursement net sur l'encours des facilités de crédit renouvelables et les variations du change, contrebalancés en partie par les ajouts et réévaluations d'obligations locatives.

Dette nette en baisse de 99,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2023	Période de neuf mois close le 31 décembre 2023
Dette nette en début de période	3 184,5 \$	3 032,5 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau sur les mouvements de trésorerie consolidés à la section 7.1)	(82,6)	13,3
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	(51,7)	(55,0)
Variations des obligations locatives hors trésorerie	39,8	84,4
Autres	7,5	22,3
Incidence des activités abandonnées	(12,1)	(12,1)
Variation de la dette nette pour la période	(99,1) \$	52,9 \$
Dette nette en fin de période	3 085,4 \$	3 085,4 \$

Mesures de la liquidité	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ⁸	39,5 %	40,8 %
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ⁸	3,48	4,44
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ⁸	3,16	3,85

* Le reclassement du BAIIA ajusté des activités abandonnées a entraîné une hausse de 0,07 au ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté au 31 décembre 2023 (0,11 au 31 décembre 2022).

Nous disposons d'une facilité de crédit renouvelable non garantie à taux variable engagée de 1,0 milliard \$ US, consentie par un consortium de prêteurs. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit.

Nous gérons une facilité d'achat de créances non engagée d'un maximum de 400,0 millions \$ US, en vertu de laquelle nous vendons des droits dans certaines de nos créances clients à des tiers pour une contrepartie en trésorerie. Cette facilité est reconduite chaque année.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le respect de clauses restrictives usuelles de nature financière. Au 31 décembre 2023, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

En juin 2023, nous avons conclu un placement privé de 400,0 millions \$ de billets de premier rang non garantis portant intérêt au taux de 5,541 % par année, payable en versements semestriels égaux jusqu'à leur échéance, en juin 2028. Le produit net a été utilisé pour rembourser une partie de l'encours de la facilité renouvelable et aux fins générales de l'entreprise. Parallèlement, nous avons conclu des swaps de devises fixe contre fixe sur le principal et les intérêts qui ont pour effet de convertir en dollars américains les billets de premier rang non garantis de 400,0 millions \$. Nous avons désigné les swaps comme couverture de nos investissements nets dans des entités aux États-Unis contre les variations du change.

Obligations au titre des régimes de retraite

En juin 2023, nous avons conclu une transaction d'achat de rentes dans le cadre de laquelle les obligations au titre des régimes de retraite associées à certains membres retraités des régimes de retraite canadiens à prestations définies ont été transférées à un assureur tiers. Cette transaction réduit la croissance future du passif au titre de nos régimes de retraite et le risque de volatilité associé à la capitalisation.

Total des capitaux propres en hausse de 12,4 millions \$ pour le trimestre

La hausse des capitaux propres est essentiellement attribuable au résultat net réalisé pour le trimestre, neutralisé en partie par les variations des autres éléments du résultat global, compte tenu de la réévaluation des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies et des variations du change.

⁸ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 11 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 décembre 2023, nous avons au total 318 302 308 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions total de 2 252,6 millions \$. Nous avons également 6 481 511 options en cours.

Au 31 janvier 2024, nous avons un total de 318 302 308 actions ordinaires émises et en circulation, et 6 477 036 options étaient en cours.

Rémunération fondée sur des actions

En août 2023, les actionnaires de CAE ont approuvé le régime incitatif général, qui permet d'attribuer des actions aux participants admissibles sous forme d'options sur actions, de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte (DNR) et de droits à la valeur d'actions fondés sur la performance (DVAP). Le nombre total d'actions réservées aux fins d'émission aux termes du régime incitatif général est de 10 000 000. Le régime incitatif général s'ajoute aux régimes existants de DNR et de DVAP réglés en espèces ainsi qu'au régime d'options sur actions (collectivement, les « régimes existants »). Les attributions octroyées aux termes des régimes existants demeureront en circulation et seront régies par les modalités respectives de ces régimes, mais aucune nouvelle attribution ne sera octroyée aux termes des régimes existants. Toutes les attributions effectuées dans le cadre du régime incitatif général sont considérées comme des accords réglés en instruments de capitaux propres.

9. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 24 octobre 2023, nous avons annoncé que nous avons conclu un accord définitif pour vendre la division CAE Santé à Madison Industries sur la base d'une valeur d'entreprise de 311 millions \$, sous réserve des ajustements habituels. Cette transaction place CAE en meilleure position pour répartir efficacement les capitaux et les ressources de manière à tirer parti des occasions de croissance qui se profilent à l'horizon dans nos principaux marchés beaucoup plus vastes de la simulation et de la formation que desservent les secteurs Aviation civile et Défense et Sécurité. La clôture de la transaction, qui est assujettie à des conditions de clôture, incluant les approbations réglementaires habituelles, est prévue avant la fin de l'exercice 2024. Le produit de la vente servira principalement à accélérer le désendettement ainsi qu'à soutenir la priorité que CAE accorde à l'avancement de la technologie, au leadership sur le marché et à l'optimisation des coûts dans ses principaux marchés de la formation et de la simulation.

La division CAE Santé, qui fournit aux étudiants du domaine de la santé et aux professionnels cliniques des solutions physiques, numériques et virtuelles intégrées d'enseignement et de formation, est présentée en tant qu'activités abandonnées et les actifs et passifs associés sont présentés comme détenus en vue de la vente au 31 décembre 2023.

Le résultat net et les autres éléments du résultat global des activités abandonnées s'établissent comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Produits des activités ordinaires	36,0 \$	50,4 \$	116,9 \$	133,6 \$
Charges	34,3	46,6	110,5	133,9
Résultat opérationnel	1,7 \$	3,8 \$	6,4 \$	(0,3) \$
Coûts de transaction	2,2	—	2,2	—
Charges financières	1,1	1,1	3,0	3,1
Résultat avant impôt sur le résultat	(1,6) \$	2,7 \$	1,2 \$	(3,4) \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	0,3	0,6	0,4	(0,7)
Résultat net des activités abandonnées	(1,9) \$	2,1 \$	0,8 \$	(2,7) \$

	Trimestre clos le 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	(3,2) \$	(1,7) \$	(1,7) \$	5,8 \$
Autres éléments du résultat global des activités abandonnées	(3,2) \$	(1,7) \$	(1,7) \$	5,8 \$

Aucun montant de résultat net et d'autres éléments du résultat global des activités abandonnées est attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Au 31 décembre 2023, la valeur comptable des actifs et passifs présentés comme étant détenus en vue de la vente s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	31 décembre 2023
Actifs courants	123,3 \$
Immobilisations corporelles	6,4
Actifs au titre des droits d'utilisation	9,6
Immobilisations incorporelles, incluant le goodwill de 118,0 millions \$	162,1
Actifs d'impôt différé	14,2
Autres actifs non courants	14,5
Actifs des activités abandonnées classés comme étant détenus en vue de la vente	330,1 \$
Passifs courants	42,3
Dette à long terme (obligations locatives)	10,6
Obligations au titre des redevances	34,2
Passifs d'impôt différé	1,3
Autres passifs non courants	17,1
Passifs des activités abandonnées classés comme étant détenus en vue de la vente	105,5 \$
Actifs nets des passifs détenus en vue de la vente	224,6 \$

Les flux de trésorerie nets des activités abandonnées s'établissent comme suit :

	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022
Activités opérationnelles	6,0 \$	(20,8) \$
Activités d'investissement	(12,3)	(8,6)
Activités de financement	(1,1)	(1,0)
Flux de trésorerie nets des activités abandonnées	(7,4) \$	(30,4) \$

10. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOS ACTIVITÉS

Nous opérons dans plusieurs secteurs d'activité qui comportent une variété de risques et d'incertitudes, dont beaucoup pourraient avoir une incidence importante et défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation et pourraient faire en sorte que les événements réels diffèrent sensiblement de ceux décrits dans nos énoncés prospectifs. Ces risques et incertitudes sont décrits à la section 9 du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2023, disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.sedarplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov). Ces risques et incertitudes, qui sont évalués à chaque trimestre par la direction, n'ont pas changé de manière importante au cours de la période écoulée depuis le 31 mars 2023, à l'exception du risque « *Contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme* » de la section 9.2 « *Risques opérationnels* » qui est révisé comme suit.

Contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme

Nous fournissons divers produits et services aux termes de contrats à prix fixe qui, contrairement aux contrats à frais remboursables, nous permettent de tirer parti des améliorations de la performance, des réductions de coûts et des efficacités accrues, mais qui nécessitent également l'absorption des dépassements de coûts, réduisant les marges bénéficiaires ou générant des pertes si nous ne réussissons pas à atteindre les coûts et les produits des activités ordinaires escomptés. Il peut être difficile d'estimer tous les coûts à engager pour la réalisation de ces contrats, y compris les hypothèses ayant trait aux taux d'inflation futurs, et de prévoir le chiffre final des ventes que nous pourrions atteindre. De plus, bon nombre de nos contrats de fourniture d'équipements et de services à des compagnies aériennes commerciales et à des organisations du secteur de la défense sont des contrats de longue durée, pouvant aller jusqu'à 25 ans. Bien que certains de ces contrats puissent être ajustés pour tenir compte de l'inflation et de l'augmentation des coûts, ces ajustements pourraient se révéler insuffisants pour absorber l'augmentation, ou nous pourrions ne pas réussir à négocier avec succès des demandes d'ajustement équitable de la part de nos clients du secteur public, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur notre résultat opérationnel. D'autres contrats visant de nouvelles technologies et applications ainsi que des événements imprévus, comme des difficultés techniques, la fluctuation des prix des matières premières, une flambée de l'inflation, des difficultés avec nos fournisseurs et des dépassements de coûts, peuvent faire en sorte que le prix prévu au contrat devienne moins favorable, voire non rentable, avec le temps. Certains de nos programmes dépendent de la fourniture de systèmes OEM spécifiés par nos clients et au titre desquels nous pouvons avoir un contrôle limité sur les prix et pour lesquels les contrats des clients peuvent ne pas suffire à couvrir des augmentations de prix imprévues de la part de ces fabricants OEM.

En particulier, au sein du secteur Défense et Sécurité, nous avons certains contrats à prix fixe qui offrent certains avantages et gains d'efficacité potentiels, mais peuvent également être marqués par des difficultés d'exécution et par l'évolution défavorable des conditions économiques, y compris les perturbations inattendues de la chaîne d'approvisionnement, les pressions inflationnistes et la disponibilité de la main-d'œuvre. Ces risques peuvent entraîner des dépassements de coûts et une réduction des marges bénéficiaires ou des pertes. Bien que ces risques puissent souvent être gérés ou atténués, il y a huit anciens contrats distincts qui ont été conclus avant la pandémie de COVID-19 ayant une structure de contrat à prix fixe, laissant peu ou pas de place aux hausses des coûts, et qui ont été plus lourdement touchés par ces risques (les « anciens contrats »).

La direction suit de près ces contrats en tant que groupe distinct et continue d'accorder une grande priorité à l'exécution et au retrait de ces anciens contrats ainsi qu'à la réduction des pressions sur les coûts liés à ceux-ci. Le degré d'influence du retrait continu des risques liés à ces programmes sur les marges du secteur Défense et Sécurité au cours des prochains trimestres dépendra du calendrier de conclusion des programmes et notre capacité à atténuer ces risques. Les anciens contrats s'achèveront pour la plupart au cours des deux prochains exercices et les risques qui y sont associés seront réduits à mesure qu'ils seront substantiellement retirés au cours des six à huit prochains trimestres, avec de la variabilité dans les répercussions financières trimestrielles due au calendrier de conclusion des programmes, l'acceptation par les clients et la capacité d'atténuer les risques et les coûts connexes alors que nous continuons à exécuter ces contrats.

Si nos efforts d'exécution et de retrait des anciens contrats dans les délais prévus et selon les coûts prévus ne conforment pas à nos attentes, que ce soit individuellement ou collectivement, cela pourrait entraîner des répercussions continues importantes sur la situation financière et les résultats du secteur Défense et Sécurité, dont la gravité ne peut être prédite à l'heure actuelle.

11. MESURES NON CONFORMES AUX IFRS, AUTRES MESURES FINANCIÈRES ET RENSEIGNEMENTS NON FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES

11.1 Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Une mesure financière non conforme aux IFRS s'entend de toute mesure financière qui représente notre performance financière, notre situation financière ou nos flux de trésorerie, et qui exclut un montant qui entre dans la composition de la mesure financière la plus directement comparable présentée dans nos états financiers ou comprend un montant qui en est exclu.

Un ratio non conforme aux IFRS s'entend de toute mesure financière qui est exprimée sous forme de ratio, de fraction, de pourcentage ou de représentation similaire, qui a au moins une mesure financière non conforme aux IFRS comme l'une de ses composantes.

Un total des mesures sectorielles s'entend de toute mesure financière qui est un sous-total ou le total d'au moins deux secteurs à présenter et qui est présentée dans les notes afférentes à nos états financiers consolidés, mais n'est pas présentée dans nos états financiers de base.

Une mesure de gestion du capital s'entend de toute mesure financière qui vise à permettre à une personne physique d'évaluer les objectifs, les procédures et les processus que nous avons adoptés pour gérer notre capital et qui est présentée dans les notes afférentes à nos états financiers consolidés, mais n'est pas présentée dans nos états financiers de base.

Une mesure financière supplémentaire s'entend de toute mesure financière qui représente notre performance financière, notre situation financière ou nos flux de trésorerie historiques ou attendus, qui n'est pas présentée dans nos états financiers de base et qui ne s'inscrit pas dans l'une des catégories précitées.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile et Défense et Sécurité), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

MESURES DU RENDEMENT

Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge bénéficiaire brute est une mesure financière supplémentaire qui correspond à la marge brute divisée par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle. Veuillez vous reporter à la section 11.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Taux d'imposition effectif ajusté

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 11.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour le calcul de cette mesure.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonuagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 11.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons ce ratio parce que nous estimons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 11.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour le calcul de ce ratio.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net des activités poursuivies avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonuagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie. Veuillez vous reporter à la section 11.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de ces mesures avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. Il s'agit d'un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les variations des actifs de planification des ressources d'entreprise (PRE) et des autres actifs sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements. Veuillez vous reporter à la section 7.1 « *Mouvements de trésorerie consolidés* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

MESURES DE LA LIQUIDITÉ ET DE LA STRUCTURE DU CAPITAL

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente). Veuillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Utilisation du capital :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt, des actifs au titre des avantages du personnel et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations au titre des redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Veillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté

Le RCU ajusté est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, par le montant moyen du capital utilisé des activités poursuivies. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infinuagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous utilisons le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dette nette

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Veuillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Ratio de la dette nette sur les capitaux propres

Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres est une mesure de gestion du capital qui correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette. Nous l'utilisons pour gérer notre structure de capital et pour surveiller nos priorités en matière d'allocation de capital.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA (ou le BAIIA ajusté) des douze derniers mois. Nous utilisons le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté parce qu'ils reflètent notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette. Veuillez vous reporter à la section 11.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un calcul de ces ratios.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

MESURES DE LA CROISSANCE

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ) à plusieurs soumissionnaires. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

11.2 Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

11.3 Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS**Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté**

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
<i>Trimestres clos les 31 décembre</i>						
Résultat opérationnel	101,0 \$	117,2 \$	20,6 \$	24,9 \$	121,6 \$	142,1 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	23,2	11,2	0,3	(6,3)	23,5	4,9
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :						
Reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation	—	3,0	—	6,8	—	9,8
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	124,2 \$	131,4 \$	20,9 \$	25,4 \$	145,1 \$	156,8 \$

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>						
Résultat opérationnel	295,0 \$	281,0 \$	52,6 \$	6,7 \$	347,6 \$	287,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	62,5	38,4	13,9	9,1	76,4	47,5
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :						
Reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation	—	3,0	—	6,8	—	9,8
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	357,5 \$	322,4 \$	66,5 \$	22,6 \$	424,0 \$	345,0 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	56,5 \$	78,1 \$	180,2 \$	124,3 \$
Résultat net des activités abandonnées	1,9	(2,1)	(0,8)	2,7
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	18,2	4,0	58,7	35,7
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :				
Reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation, après impôt	—	7,1	—	7,1
Résultat net ajusté	76,6 \$	87,1 \$	238,1 \$	169,8 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	319,1	318,3	319,0	318,3
RPA ajusté	0,24 \$	0,27 \$	0,75 \$	0,53 \$

Calcul du taux d'imposition effectif ajusté

<i>(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Résultat avant impôt sur le résultat	69,2 \$	94,4 \$	195,0 \$	164,5 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	23,5	4,9	76,4	47,5
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :				
Reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation	—	9,8	—	9,8
Résultat avant impôt sur le résultat ajusté	92,7 \$	109,1 \$	271,4 \$	221,8 \$
Charge d'impôt sur le résultat	8,2 \$	16,5 \$	7,8 \$	31,8 \$
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	5,3	0,9	17,7	11,8
Incidence fiscale sur les pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :				
Incidence fiscale de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation	—	2,7	—	2,7
Charge d'impôt sur le résultat ajustée	13,5 \$	20,1 \$	25,5 \$	46,3 \$
Taux d'imposition effectif	12 %	17 %	4 %	19 %
Taux d'imposition effectif ajusté	15 %	18 %	9 %	21 %

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Périodes de douze mois closes les 31 décembre	
	2023	2022
Résultat opérationnel	525,9 \$	371,6 \$
Dotations aux amortissements	359,7	320,8
BAIIA	885,6 \$	692,4 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	91,5	83,3
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation	—	9,8
Ajustement transitoire lié à l'infonagique	—	13,4
BAIIA ajusté	977,1 \$	798,9 \$
Dette nette	3 085,4 \$	3 073,0 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	3,48	4,44
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	3,16	3,85

12. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables décrites ci-dessous concernant les activités abandonnées et les actifs et passifs détenus en vue de la vente sont applicables aux états financiers consolidés intermédiaires du trimestre clos le 31 décembre 2023, mais n'ont pas été présentées dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 mars 2023.

Activités abandonnées et actifs et passifs détenus en vue de la vente

Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés sont classés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue et que la vente est considérée comme hautement probable. Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, à l'exception des actifs tels que les actifs d'impôt différé, les actifs au titre des avantages du personnel et les actifs financiers qui sont spécifiquement exemptés de cette exigence d'évaluation.

Un groupe destiné à être cédé est considéré comme une activité abandonnée s'il s'agit d'une composante cédée d'une entité ou s'il est classé comme détenu en vue de la vente et qu'il représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte, s'il fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une telle ligne d'activité ou région géographique, ou s'il s'agit d'une filiale acquise exclusivement en vue de la revente. Le classement en tant qu'activité abandonnée survient au plus tôt de la date de cessation ou de la date à laquelle l'activité répond aux critères de classement comme détenue en vue de la vente.

Les actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente et les actifs d'un groupe destiné à être cédé classé comme détenu en vue de la vente sont présentés séparément des autres actifs dans l'état consolidé de la situation financière. Les passifs d'un groupe destiné à être cédé classé comme détenu en vue de la vente sont présentés séparément des autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.

Les actifs non courants, incluant ceux faisant partie d'un groupe destiné à être cédé, ne sont pas amortis tant qu'ils sont classés comme détenus en vue de la vente. Les intérêts et autres charges attribuables aux passifs d'un groupe destiné à être cédé classé comme détenu en vue de la vente continuent d'être comptabilisés.

Les activités abandonnées sont exclues des résultats des activités poursuivies et sont présentées sous la forme d'un montant unique au titre du résultat net des activités abandonnées dans l'état consolidé du résultat net et d'un montant unique au titre des autres éléments du résultat global des activités abandonnées dans l'état consolidé du résultat global.

Lorsqu'une activité est classée comme une activité abandonnée, l'état consolidé du résultat net et l'état consolidé du résultat global comparatifs sont reclassés comme si l'activité a été abandonnée depuis le début de l'exercice comparatif.

Nouvelles normes et modifications adoptées

Modifications d'IAS 12, *Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2*

En mai 2023, l'IASB a publié la *Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2*, qui modifie l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, pour introduire une exception temporaire des exigences de comptabilisation et d'information visant les actifs et les passifs d'impôt différé liés à l'impôt sur le résultat du Pilier 2. Cette modification d'IAS 12 a été adoptée au premier trimestre de l'exercice 2024 et l'exception a été appliquée rétrospectivement, sans ajustement des chiffres publiés antérieurement.

Certaines autres modifications des normes comptables ont été appliquées pour la première fois le 1^{er} avril 2023, mais n'ont pas eu d'incidence importante sur nos états financiers consolidés intermédiaires.

13. CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Société a établi et maintient des contrôles et procédures de communication de l'information élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information significative sur la Société est communiquée au président et chef de la direction et à la vice-présidente exécutive, Finances et chef de la direction financière par d'autres membres du personnel, en particulier pendant la période au cours de laquelle les documents annuels et intermédiaires sont établis, et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société conformément aux lois sur les valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par ces lois et les règlements d'application connexes.

Au 31 décembre 2023, la direction a évalué, sous la supervision et avec la participation du président et chef de la direction et de la vice-présidente exécutive, Finances et chef de la direction financière, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, au sens du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Rule 13(a)-15(e) prise en application de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée, et elle en est arrivée à la conclusion que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces.

En outre, la Société a établi et maintient un contrôle interne à l'égard de l'information financière, au sens du Règlement 52-109 et de la Rule 13(a)-15(f) prise en application de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est un processus conçu sous la supervision du président et chef de la direction et de la vice-présidente exécutive, Finances et chef de la direction financière et mis en œuvre par la direction et d'autres membres clés du personnel de CAE, pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS publiées par l'IASB. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. Toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le degré de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

Il n'y a eu aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société survenue pendant le troisième trimestre de l'exercice 2024 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2024, les activités américaines de notre secteur Défense et Sécurité ont achevé la phase initiale de mise en œuvre d'un nouveau système PRE. La direction a employé des procédures appropriées pour s'assurer que les contrôles internes à l'égard de l'information financière étaient en place pendant et après la transition.

14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2024					
Produits des activités ordinaires	1 012,0	1 050,0	1 094,5	1) ¹⁾	3 156,5 \$
Résultat net	67,8	61,1	59,1	1) ¹⁾	188,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	64,8	56,2	58,4	1) ¹⁾	179,4 \$
Activités abandonnées	0,5	2,2	(1,9)	1) ¹⁾	0,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,5	2,7	2,6	1) ¹⁾	7,8 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,20	0,18	0,17	1) ¹⁾	0,56 \$
Activités poursuivies	0,20	0,17	0,18	1) ¹⁾	0,56 \$
Activités abandonnées	—	0,01	(0,01)	1) ¹⁾	— \$
RPA ajusté	0,24	0,26	0,24	1) ¹⁾	0,75 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	318,0	318,2	318,3	1) ¹⁾	318,1
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,8	319,2	319,1	1) ¹⁾	318,9
Exercice 2023					
Produits des activités ordinaires	893,7	949,6	969,9	1 197,4	4 010,6 \$
Résultat net	3,7	46,3	80,0	101,9	231,9 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	6,8	44,2	76,0	93,6	220,6 \$
Activités abandonnées	(5,1)	0,3	2,1	4,8	2,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,0	1,8	1,9	3,5	9,2 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	—	0,14	0,25	0,31	0,70 \$
Activités poursuivies	0,02	0,14	0,24	0,29	0,69 \$
Activités abandonnées	(0,02)	—	0,01	0,02	0,01 \$
RPA ajusté	0,07	0,19	0,27	0,33	0,87 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	317,1	317,8	317,9	317,9	317,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,2	318,4	318,3	318,7	318,4
Exercice 2022					
Produits des activités ordinaires	721,1	780,0	816,6	902,2	3 219,9 \$
Résultat net	47,3	17,2	28,4	57,1	150,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	43,5	15,7	33,2	47,8	140,2 \$
Activités abandonnées	2,9	(1,7)	(7,0)	7,3	1,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,9	3,2	2,2	2,0	8,3 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,04	0,08	0,17	0,45 \$
Activités poursuivies	0,15	0,05	0,10	0,15	0,45 \$
Activités abandonnées	0,01	(0,01)	(0,02)	0,02	— \$
RPA ajusté	0,18	0,17	0,20	0,27	0,82 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	293,6	316,5	316,9	317,0	311,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	295,8	318,7	318,7	318,5	312,9

¹⁾ Non disponible.

État consolidé du résultat net

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
		2023	2022	2023	2022
			Reclassé (note 1)		Reclassé (note 1)
Activités poursuivies					
Produits des activités ordinaires	3	1 094,5 \$	969,9 \$	3 156,5 \$	2 813,2 \$
Coût des ventes		791,9	693,0	2 283,5	2 066,5
Marge brute		302,6 \$	276,9 \$	873,0 \$	746,7 \$
Frais de recherche et de développement		38,1	27,1	108,1	91,2
Frais de vente, généraux et d'administration		140,9	124,1	396,9	367,3
Autres (profits) et pertes	4	(4,8)	(6,9)	(8,4)	(13,1)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	3	(16,7)	(14,4)	(47,6)	(33,9)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	5	23,5	4,9	76,4	47,5
Résultat opérationnel		121,6 \$	142,1 \$	347,6 \$	287,7 \$
Charges financières – montant net	6	52,4	47,7	152,6	123,2
Résultat avant impôt sur le résultat		69,2 \$	94,4 \$	195,0 \$	164,5 \$
Charge d'impôt sur le résultat	7	8,2	16,5	7,8	31,8
Résultat net des activités poursuivies		61,0 \$	77,9 \$	187,2 \$	132,7 \$
Résultat net des activités abandonnées	2	(1,9)	2,1	0,8	(2,7)
Résultat net		59,1 \$	80,0 \$	188,0 \$	130,0 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		56,5 \$	78,1 \$	180,2 \$	124,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		2,6	1,9	7,8	5,7
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	8	0,18 \$	0,24 \$	0,56 \$	0,40 \$
De base et dilué – activités abandonnées	8	(0,01)	0,01	—	(0,01)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Notes	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
		2023	2022	2023	2022
			Reclassé (note 1)		Reclassé (note 1)
Résultat net des activités poursuivies		61,0 \$	77,9 \$	187,2 \$	132,7 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net					
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger		(77,7) \$	20,3 \$	(105,3) \$	304,7 \$
Gain (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net		56,2	30,3	54,6	(113,0)
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion		(0,1)	(3,8)	(0,2)	(6,2)
Gain (perte) sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net		8,3	(4,7)	7,4	(10,2)
Reclassement au résultat net de la perte (gain) sur les couvertures de flux de trésorerie		1,8	9,5	4,9	(11,5)
Impôt sur le résultat		(5,5)	(0,2)	(9,5)	12,2
		(17,0) \$	51,4 \$	(48,1) \$	176,0 \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net					
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies		(34,5) \$	8,8 \$	(22,5) \$	55,7 \$
Impôt sur le résultat		9,2	(2,4)	6,0	(14,9)
		(25,3) \$	6,4 \$	(16,5) \$	40,8 \$
Autres éléments du résultat global des activités poursuivies		(42,3) \$	57,8 \$	(64,6) \$	216,8 \$
Résultat net des activités abandonnées	2	(1,9)	2,1	0,8	(2,7)
Autres éléments du résultat global des activités abandonnées	2	(3,2)	(1,7)	(1,7)	5,8
Total du résultat global		13,6 \$	136,1 \$	121,7 \$	352,6 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		11,7 \$	133,9 \$	114,9 \$	343,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1,9	2,2	6,8	9,5

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	31 décembre 2023	31 mars 2023
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		124,5 \$	217,6 \$
Créances clients		566,4	615,7
Actifs sur contrat		641,2	693,8
Stocks		601,0	583,4
Acomptes		69,6	64,1
Impôt sur le résultat à recouvrer		56,7	48,3
Actifs financiers dérivés		21,0	12,1
Actifs des activités abandonnées classés comme détenus en vue de la vente	2	330,1	—
Total de l'actif courant		2 410,5 \$	2 235,0 \$
Immobilisations corporelles		2 451,1	2 387,1
Actifs au titre des droits d'utilisation		458,4	426,9
Immobilisations incorporelles		3 830,3	4 050,8
Investissement dans les participations mises en équivalence		556,4	530,7
Actifs au titre des avantages du personnel		32,6	51,1
Actifs d'impôt différé		150,9	125,1
Actifs financiers dérivés		15,5	9,2
Autres actifs non courants		565,9	620,6
Total de l'actif		10 471,6 \$	10 436,5 \$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer		999,5 \$	1 036,7 \$
Provisions		19,1	26,7
Impôt sur le résultat à payer		21,2	21,1
Passifs sur contrat		906,9	905,7
Partie courante de la dette à long terme		592,8	214,6
Passifs financiers dérivés		24,5	41,9
Passifs des activités abandonnées classés comme détenus en vue de la vente	2	105,5	—
Total du passif courant		2 669,5 \$	2 246,7 \$
Provisions		18,4	20,1
Dette à long terme		2 617,1	3 035,5
Obligations au titre des redevances		79,0	119,4
Obligations au titre des avantages du personnel		100,2	91,9
Passifs d'impôt différé		75,0	129,3
Passifs financiers dérivés		2,4	6,5
Autres passifs non courants		181,7	198,2
Total du passif		5 743,3 \$	5 847,6 \$
Capitaux propres			
Capital-actions		2 252,6 \$	2 243,6 \$
Surplus d'apport		59,3	42,1
Cumul des autres éléments du résultat global		118,4	167,2
Résultats non distribués		2 218,5	2 054,8
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		4 648,8 \$	4 507,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		79,5	81,2
Total des capitaux propres		4 728,3 \$	4 588,9 \$
Total du passif et des capitaux propres		10 471,6 \$	10 436,5 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
	Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués	Total
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Résultats non distribués		
Soldes au 31 mars 2023		317 906 290	2 243,6 \$	42,1 \$	167,2 \$	2 054,8 \$	4 507,7 \$
Résultat net		—	— \$	— \$	— \$	180,2 \$	180,2 \$
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(48,8)	(16,5)	(65,3)
Total du résultat global		—	— \$	— \$	(48,8) \$	163,7 \$	114,9 \$
Exercice d'options sur actions		396 018	9,0	(1,4)	—	—	7,6
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	9	—	—	18,6	—	—	18,6
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	—	(8,5)
Soldes au 31 décembre 2023		318 302 308	2 252,6 \$	59,3 \$	118,4 \$	2 218,5 \$	4 648,8 \$

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
	Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués	Total
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Résultats non distribués		
Soldes au 31 mars 2022		317 024 123	2 224,7 \$	38,6 \$	(31,2) \$	1 777,6 \$	4 009,7 \$
Résultat net		—	— \$	— \$	— \$	124,3 \$	124,3 \$
Autres éléments du résultat global		—	—	—	178,0	40,8	218,8
Total du résultat global		—	— \$	— \$	178,0 \$	165,1 \$	343,1 \$
Exercice d'options sur actions		835 392	18,0	(2,5)	—	—	15,5
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres		—	—	5,1	—	—	5,1
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	—	(5,0)
Soldes au 31 décembre 2022		317 859 515	2 242,7 \$	41,2 \$	146,8 \$	1 942,7 \$	4 373,4 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2023	2022
Activités opérationnelles			
Résultat net		188,0 \$	130,0 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements	3	278,6	252,8
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence		(47,6)	(33,9)
Impôt sur le résultat différé		(39,8)	(0,3)
Crédits d'impôt à l'investissement		(9,2)	0,4
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres		18,6	5,1
Régimes de retraite à prestations définies		4,5	6,2
Autres passifs non courants		(7,3)	(13,5)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		(17,5)	20,0
Autres		23,8	(2,4)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	10	(40,4)	(136,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		351,7 \$	227,8 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise		— \$	(6,4) \$
Dépenses en immobilisations corporelles	3	(238,1)	(205,9)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		3,7	4,8
Avances versées sur immobilisations corporelles		—	(30,1)
Dépenses en immobilisations incorporelles	3	(105,8)	(89,9)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence		(40,5)	(10,5)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		30,3	20,3
Autres		(7,2)	(5,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(357,6) \$	(322,7) \$
Activités de financement			
(Remboursement net sur les) produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables		(407,8) \$	8,6 \$
Produit tiré de la dette à long terme	6	426,1	22,1
Remboursement sur la dette à long terme		(41,1)	(55,7)
Remboursement sur les obligations locatives		(57,0)	(62,1)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires		7,6	15,5
Autres		—	(1,8)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(72,2) \$	(73,4) \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		(15,0) \$	13,8 \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(93,1) \$	(154,5) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		217,6	346,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		124,5 \$	191,6 \$

La Société a choisi de présenter un tableau consolidé des flux de trésorerie qui inclut à la fois les activités poursuivies et les activités abandonnées. Les montants liés aux activités abandonnées par activités opérationnelles, d'investissement et de financement sont présentés à la note 2.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes annexes

(Non audité)

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 14 février 2024.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise de technologie, CAE tire parti des technologies numériques pour recréer le monde réel, déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique.

CAE inc. et ses filiales (CAE ou la Société) gèrent leurs activités en deux secteurs :

- (i) Aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des solutions axées sur les opérations aériennes;
- (ii) Défense et Sécurité – Un fournisseur de solutions de formation et de simulation, peu importe la plateforme, préparant les forces de défense et de sécurité du monde entier aux missions à venir.

Le 24 octobre 2023, la Société a annoncé qu'elle a conclu un accord définitif pour vendre sa division CAE Santé et par conséquent, elle a présenté le secteur Santé en tant qu'activités abandonnées et les actifs et passifs associés sont considérés comme étant détenus en vue de la vente au 31 décembre 2023. La clôture de la transaction, qui est assujettie aux conditions de clôture, incluant des approbations réglementaires habituelles, est prévue avant la fin de l'exercice 2024 (note 2).

CAE inc. est constituée et établie au Canada et son siège social et sa principale place d'affaires sont situés au 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions ordinaires de CAE se négocient à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE).

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de la Société subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

L'entreprise, les produits des activités ordinaires et les flux de trésorerie de la Société sont tributaires de certaines tendances saisonnières. Dans le secteur de l'Aviation civile, le niveau de formation dispensé dépend de la disponibilité des pilotes à s'entraîner, qui tend à être inférieure au deuxième trimestre, ceux-ci effectuant plus d'heures de vol et consacrant moins de temps à la formation, entraînant ainsi une baisse des produits des activités ordinaires. Dans le secteur de la Défense et Sécurité, les produits des activités ordinaires et les encaissements ne sont pas aussi uniformes d'un trimestre à l'autre, les attributions de contrats et la disponibilité du financement étant touchées par les cycles budgétaires des clients.

Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

En outre, les méthodes comptables décrites ci-dessous concernant les activités abandonnées et les actifs et passifs détenus en vue de la vente sont applicables à ces états financiers consolidés intermédiaires mais n'ont pas été présentées dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, normes IFRS de comptabilité (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, *Information financière intermédiaire*, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

Les états financiers consolidés de CAE inc. sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la société mère.

Activités abandonnées et actifs et passifs détenus en vue de la vente

Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés sont classés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue et que la vente est considérée comme hautement probable. Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, à l'exception des actifs tels que les actifs d'impôt différé, les actifs au titre des avantages du personnel et les actifs financiers qui sont spécifiquement exemptés de cette exigence d'évaluation.

Un groupe destiné à être cédé est considéré comme une activité abandonnée s'il s'agit d'une composante cédée d'une entité ou s'il est classé comme détenu en vue de la vente et qu'il représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte, s'il fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une telle ligne d'activité ou région géographique, ou s'il s'agit d'une filiale acquise exclusivement en vue de la revente. La classification en tant qu'activité abandonnée survient au plus tôt de la date de cessation ou de la date à laquelle l'activité répond aux critères de classement comme détenue en vue de la vente.

Les actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente et les actifs d'un groupe destiné à être cédé classés comme détenus en vue de la vente sont présentés séparément des autres actifs dans l'état consolidé de la situation financière. Les passifs d'un groupe destiné à être cédé classés comme détenus en vue de la vente sont présentés séparément des autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.

Les actifs non courants, incluant ceux faisant partie d'un groupe destiné à être cédé, ne sont pas amortis tant qu'ils sont classés comme détenus en vue de la vente. Les intérêts et autres charges attribuables aux passifs d'un groupe destiné à être cédé classés comme détenus en vue de la vente continuent d'être comptabilisés.

Les activités abandonnées sont exclues des résultats des activités poursuivies et sont présentées sous la forme d'un montant unique au titre du résultat net des activités abandonnées dans l'état consolidé du résultat net et d'un montant unique au titre des autres éléments du résultat global des activités abandonnées dans l'état consolidé du résultat global.

Lorsqu'une activité est classée comme une activité abandonnée, l'état consolidé du résultat net et l'état consolidé du résultat global comparatifs sont reclassés comme si l'activité a été abandonnée depuis le début de l'exercice comparatif.

Chiffres comparatifs

Les montants comparatifs dans l'état consolidé du résultat net et l'état consolidé du résultat global ont été reclassés en raison de la présentation du secteur Santé en tant qu'activité abandonnée (note 2).

En outre, certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Modifications d'IAS 12, Réforme fiscale internationale - Modèle de règles du Pilier 2

En mai 2023, l'IASB a publié la *Réforme fiscale internationale - Modèle de règles du Pilier 2*, qui modifie l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, pour introduire une exception temporaire des exigences de comptabilisation et d'information visant les actifs et les passifs d'impôt différé liés à l'impôt sur le résultat du Pilier 2. Cette modification d'IAS 12 a été adoptée par la Société au premier trimestre de l'exercice 2024 et l'exception a été appliquée rétrospectivement, sans ajustement des chiffres publiés antérieurement.

Certaines autres modifications des normes comptables ont été appliquées pour la première fois le 1^{er} avril 2023, mais n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés intermédiaires et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liées aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2023.

NOTE 2 – ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 24 octobre 2023, la Société a annoncé qu'elle a conclu un accord définitif pour vendre sa division CAE Santé à Madison Industries sur la base d'une valeur d'entreprise de 311 millions \$, sous réserve des ajustements habituels. La clôture de la transaction, qui est assujettie aux conditions de clôture, incluant des approbations réglementaires habituelles, est prévue avant la fin de l'exercice 2024.

La division CAE Santé, qui fournit aux étudiants du domaine de la santé et aux professionnels cliniques des solutions physiques, numériques et virtuelles intégrées d'enseignement et de formation, est présentée en tant qu'activités abandonnées et les actifs et passifs associés sont présentés comme détenus en vue de la vente au 31 décembre 2023.

Le résultat net et les autres éléments du résultat global des activités abandonnées s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Produits des activités ordinaires	36,0 \$	50,4 \$	116,9 \$	133,6 \$
Charges	34,3	46,6	110,5	133,9
Résultat opérationnel	1,7 \$	3,8 \$	6,4 \$	(0,3) \$
Coûts de transaction	2,2	—	2,2	—
Charges financières	1,1	1,1	3,0	3,1
Résultat avant impôt sur le résultat	(1,6) \$	2,7 \$	1,2 \$	(3,4) \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	0,3	0,6	0,4	(0,7)
Résultat net des activités abandonnées	(1,9) \$	2,1 \$	0,8 \$	(2,7) \$

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	(3,2) \$	(1,7) \$	(1,7) \$	5,8 \$
Autres éléments du résultat global des activités abandonnées	(3,2) \$	(1,7) \$	(1,7) \$	5,8 \$

Aucun montant de résultat net et d'autres éléments du résultat global des activités abandonnées est attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Au 31 décembre 2023, la valeur comptable des actifs et passifs présentés comme détenus en vue de la vente s'établit comme suit :

	31 décembre 2023
Actifs courants	123,3 \$
Immobilisations corporelles	6,4
Actifs au titre des droits d'utilisation	9,6
Immobilisations incorporelles, incluant le goodwill de 118,0 millions \$	162,1
Actifs d'impôt différé	14,2
Autres actifs non courants	14,5
Actifs des activités abandonnées classés comme détenus en vue de la vente	330,1 \$
Passifs courants	42,3 \$
Dette à long terme (obligations locatives)	10,6
Obligations au titre des redevances	34,2
Passifs d'impôt différé	1,3
Autres passifs non courants	17,1
Passifs des activités abandonnées classés comme détenus en vue de la vente	105,5 \$
Actifs nets des passifs détenus en vue de la vente	224,6 \$

Les flux de trésorerie nets des activités abandonnées s'établissent comme suit :

	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022
Activités opérationnelles	6,0 \$	(20,8) \$
Activités d'investissement	(12,3)	(8,6)
Activités de financement	(1,1)	(1,0)
Flux de trésorerie nets des activités abandonnées	(7,4) \$	(30,4) \$

NOTE 3 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels principalement en fonction des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de deux secteurs : Aviation civile et Défense et Sécurité. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au principal décideur opérationnel.

La Société a décidé de ventiler les produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients par secteur d'activité, par produits et services et par secteur géographique, car elle estime que cette méthode décrit le mieux la façon dont la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude de ses produits des activités ordinaires et de ses flux de trésorerie sont influencés par des facteurs économiques.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel sectoriel ajusté. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et d'autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Il donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement.

Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
<i>Trimestres clos les 31 décembre</i>						
Produits des activités ordinaires externes	622,1	\$ 517,4	\$ 472,4	\$ 452,5	\$ 1 094,5	\$ 969,9
Dotation aux amortissements	70,7	63,5	23,6	21,7	94,3	85,2
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	13,9	13,1	2,8	1,3	16,7	14,4
Résultat opérationnel	101,0	117,2	20,6	24,9	121,6	142,1
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	124,2	131,4	20,9	25,4	145,1	156,8

	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>						
Produits des activités ordinaires externes	1 735,0	\$ 1 505,0	\$ 1 421,5	\$ 1 308,2	\$ 3 156,5	\$ 2 813,2
Dotation aux amortissements	202,1	179,4	70,4	63,6	272,5	243,0
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	38,8	30,6	8,8	3,3	47,6	33,9
Résultat opérationnel	295,0	281,0	52,6	6,7	347,6	287,7
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	357,5	322,4	66,5	22,6	424,0	345,0

Le rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'établit comme suit :

	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
<i>Trimestres clos les 31 décembre</i>						
Résultat opérationnel	101,0	\$ 117,2	\$ 20,6	\$ 24,9	\$ 121,6	\$ 142,1
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 5)	23,2	11,2	0,3	(6,3)	23,5	4,9
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :						
Reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation (note 5)	—	3,0	—	6,8	—	9,8
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	124,2	\$ 131,4	\$ 20,9	\$ 25,4	\$ 145,1	\$ 156,8

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Résultat opérationnel	295,0 \$	281,0 \$	52,6 \$	6,7 \$	347,6 \$	287,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 5)	62,5	38,4	13,9	9,1	76,4	47,5
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :						
Reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation (note 5)	—	3,0	—	6,8	—	9,8
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	357,5 \$	322,4 \$	66,5 \$	22,6 \$	424,0 \$	345,0 \$

Les dépenses d'investissement en immobilisations par secteur, qui prennent la forme de dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles (excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises), s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Aviation civile	87,7 \$	80,5 \$	244,2 \$	254,9 \$
Défense et Sécurité	24,5	10,4	87,4	32,3
Activités abandonnées (note 2)	6,9	2,1	12,3	8,6
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	119,1 \$	93,0 \$	343,9 \$	295,8 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les actifs sur contrat, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les actifs au titre des droits d'utilisation, les immobilisations incorporelles, l'investissement dans les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs non courants. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les passifs sur contrat, les passifs financiers dérivés et les autres passifs non courants.

Le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif s'établit comme suit :

	31 décembre 2023	31 mars 2023
Actif utilisé		
Aviation civile	6 000,3 \$	5 852,4 \$
Défense et Sécurité	3 434,4	3 436,2
Actif non inclus dans l'actif utilisé par secteur	1 036,9	1 147,9
Total de l'actif	10 471,6 \$	10 436,5 \$
Passif utilisé		
Aviation civile	1 225,7 \$	1 142,0 \$
Défense et Sécurité	807,4	871,2
Passif non inclus dans le passif utilisé par secteur	3 710,2	3 834,4
Total du passif	5 743,3 \$	5 847,6 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Produits	382,3 \$	303,7 \$	1 075,6 \$	928,5 \$
Formation, logiciels et services	712,2	666,2	2 080,9	1 884,7
Total des produits des activités ordinaires externes	1 094,5 \$	969,9 \$	3 156,5 \$	2 813,2 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les produits des activités ordinaires sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers, des actifs d'impôt différé et des actifs au titre des avantages du personnel, sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des actifs, à l'exception du goodwill. Le goodwill est présenté par zone géographique en fonction de la répartition du prix d'acquisition connexe établie par la Société.

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Produits des activités ordinaires externes				
Canada	110,5 \$	85,6 \$	321,2 \$	257,3 \$
États-Unis	511,4	519,2	1 514,2	1 490,2
Royaume-Uni	66,5	66,7	191,9	180,9
Autres pays d'Amérique	26,0	21,2	72,4	62,3
Europe	173,6	134,4	493,2	385,1
Asie	164,8	118,8	445,8	367,4
Océanie et Afrique	41,7	24,0	117,8	70,0
	1 094,5 \$	969,9 \$	3 156,5 \$	2 813,2 \$
			31 décembre 2023	31 mars 2023
Actifs non courants autres que les instruments financiers, les actifs d'impôt différé et les actifs au titre des avantages du personnel				
Canada			1 566,8 \$	1 641,2 \$
États-Unis			3 961,5	4 049,8
Royaume-Uni			369,7	383,9
Autres pays d'Amérique			195,9	180,8
Europe			981,5	982,4
Asie			508,5	519,8
Océanie et Afrique			127,1	112,5
			7 711,0 \$	7 870,4 \$

NOTE 4 – AUTRES (PROFITS) ET PERTES

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Profit net sur les écarts de conversion	(4,8) \$	(5,1) \$	(3,3) \$	(13,4) \$
Réévaluation de la contrepartie conditionnelle découlant de regroupements d'entreprises	—	—	—	2,6
Profit de règlement sur l'achat de rentes	—	—	(5,2)	—
Autres	—	(1,8)	0,1	(2,3)
Autres (profits) et pertes	(4,8) \$	(6,9) \$	(8,4) \$	(13,1) \$

Profit de règlement sur l'achat de rentes

En juin 2023, la Société a conclu une transaction d'achat de rentes dans le cadre de laquelle les obligations au titre des régimes de retraite associées à certains membres retraités des régimes de retraite canadiens à prestations définies ont été transférées à un assureur tiers, en échange d'un paiement de 163,5 millions \$ prélevé sur les actifs des régimes de retraite. À la suite de cette transaction, la Société a constaté un profit de règlement de 5,4 millions \$, dont 5,2 millions \$ ont été présentés dans les autres profits et pertes et 0,2 million \$ a été présenté dans le résultat net des activités abandonnées, ainsi qu'une augmentation connexe des actifs nets au titre des avantages du personnel.

NOTE 5 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTÉGRATION ET D'ACQUISITION

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Coûts d'intégration et d'acquisition	23,0 \$	15,0 \$	64,9 \$	51,0 \$
Indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au personnel	0,5	(0,3)	11,5	1,7
Dépréciation d'actifs non financiers – montant net	—	—	—	1,8
Autres coûts	—	—	—	2,8
Reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation	—	(9,8)	—	(9,8)
Total des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	23,5 \$	4,9 \$	76,4 \$	47,5 \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2023, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition associés à l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre) au cours de l'exercice 2022 se sont élevés à 22,6 millions \$ et à 61,1 millions \$ (2022 – 13,6 millions \$ et 35,4 millions \$), respectivement, et ceux associés à l'acquisition de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) au cours de l'exercice 2022 se sont élevés à 0,2 million \$ et à 13,4 millions \$ (2022 – 0,3 million \$ et 16,1 millions \$), respectivement.

Reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition incluent des profits sur la reprise de dépréciation d'une immobilisation incorporelle de 6,8 millions \$ dans le secteur de la Défense et Sécurité ainsi que des immobilisations corporelles de 3,0 millions \$ dans le secteur de l'Aviation civile, suite à leur réaffectation et optimisation et des nouveaux contrats et opportunités avec des clients.

NOTE 6 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET**Billets de premier rang non garantis**

En juin 2023, la Société a conclu un placement privé de 400,0 millions \$ de billets de premier rang non garantis, portant intérêt au taux de 5,541 % par année, payable en versements semestriels égaux jusqu'à échéance en juin 2028. Parallèlement, la Société a conclu des swaps de devises fixe contre fixe sur le principal et les intérêts qui ont pour effet de convertir en dollars américains les billets de premier rang non garantis de 400,0 millions \$. La Société a désigné les swaps comme couverture d'investissements nets dans des entités aux États-Unis contre les variations du change.

Charges financières – montant net

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les obligations locatives)	41,3 \$	40,5 \$	122,2 \$	103,1 \$
Obligations locatives	7,2	4,7	18,9	12,3
Obligations au titre des redevances	1,8	2,1	5,2	6,2
Obligations au titre des avantages du personnel	0,5	0,8	1,3	2,5
Autres	7,8	5,3	22,9	15,2
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(2,0)	(1,8)	(5,3)	(6,3)
Charges financières	56,6 \$	51,6 \$	165,2 \$	133,0 \$
Produits financiers :				
Prêts et investissement dans des contrats de location-financement	(2,7) \$	(3,0) \$	(7,9) \$	(7,8) \$
Autres	(1,5)	(0,9)	(4,7)	(2,0)
Produits financiers	(4,2) \$	(3,9) \$	(12,6) \$	(9,8) \$
Charges financières – montant net	52,4 \$	47,7 \$	152,6 \$	123,2 \$

NOTE 7 – IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2024, la Société a comptabilisé un recouvrement d'impôt sur le résultat de 16,2 millions \$, découlant de la comptabilisation d'actifs d'impôt différé non comptabilisés auparavant dans le cadre du regroupement statutaire de certaines opérations à l'étranger.

NOTE 8 – RÉSULTAT PAR ACTION

Calcul du résultat par action

Le résultat de base par action est fondé sur le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat dilué par action est déterminé selon la méthode du rachat d'actions pour évaluer l'effet dilutif des options sur actions et des autres paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres (note 9).

Les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	318 280 114	317 854 872	318 154 210	317 589 270
Effet dilutif des options sur actions et des autres paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	803 129	447 521	882 082	722 116
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	319 083 243	318 302 393	319 036 292	318 311 386

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, des options sur actions visant l'acquisition de 2 068 885 actions ordinaires (2022 – 3 221 550) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2023, des options sur actions visant l'acquisition de 2 056 129 actions ordinaires (2022 – 2 167 025) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif.

NOTE 9 – PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

En août 2023, les actionnaires de la Société ont approuvé le régime incitatif général, qui permet d'attribuer des actions aux participants admissibles sous forme d'options sur actions, de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte (DNR) et de droits à la valeur d'actions fondés sur la performance (DVAP). Le nombre total d'actions réservées aux fins d'émission aux termes du régime incitatif général est de 10 000 000.

Le régime incitatif général s'ajoute aux régimes existants de DNR et de DVAP réglés en espèces ainsi que le régime d'options sur actions (collectivement, les "régimes existants"). Les attributions octroyées aux termes des régimes existants demeureront en circulation et seront régies par les modalités respectives de ces régimes, mais aucune nouvelle attribution ne sera octroyée aux termes des régimes existants. Toutes les attributions effectuées dans le cadre du régime incitatif général sont considérées comme des accords réglés en instruments de capitaux propres.

Options sur actions

Des options sur actions ordinaires de la Société sont attribuées à certains salariés, dirigeants et cadres supérieurs de la Société. Le prix d'exercice des options sur actions correspond au cours moyen pondéré des actions ordinaires à la TSX pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement la date d'attribution. Le droit d'exercer toutes les options sur actions devient acquis après une période de quatre ans de service continu à compter de la date d'attribution. Les options sur actions doivent être exercées au cours d'une période de sept ans, mais ne peuvent l'être dans les 12 mois suivant la date de leur attribution.

Droits à la valeur d'actions de négociation restreinte (DNR) réglés en actions

Des DNR sont attribués à certains salariés, dirigeants et cadres supérieurs de la Société. Les DNR sont réglés en actions, soit émises du capital autorisé ou achetées sur le marché libre, en espèces ou en une combinaison de celles-ci, à la discrétion de la Société. Les critères de négociation restreinte comprennent le maintien en poste pour une période pouvant atteindre trois ans. Les DNR sont réglés trois ans après la date de leur attribution.

Droits à la valeur d'actions fondés sur la performance (DVAP) réglés en actions

Des DVAP sont attribués à certains salariés, dirigeants et cadres supérieurs de la Société. Les DVAP sont réglés en actions, soit émises du capital autorisé ou achetées sur le marché libre, en espèces ou en une combinaison de celles-ci, à la discrétion de la Société. Le taux cible des droits attribués est multiplié par un facteur de l'ordre de 0 % à 200 %, en fonction de l'atteinte des critères de performance définis aux termes du régime, si les critères de négociation restreinte sont remplis. Les critères de négociation restreinte comprennent le maintien en poste pour une période pouvant atteindre trois ans. Les DVAP sont réglés trois ans après la date de leur attribution.

NOTE 10 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations du fonds de roulement hors trésorerie s'établissent comme suit :

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	2023	2022
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients	21,2 \$	(9,7) \$
Actifs sur contrat	38,6	(5,0)
Stocks	(92,5)	(84,0)
Acomptes	(15,0)	(18,4)
Impôt sur le résultat	(12,3)	(23,3)
Dettes fournisseurs et charges à payer	(2,3)	(94,2)
Provisions	(6,7)	(11,9)
Passifs sur contrat	28,6	109,9
	(40,4) \$	(136,6) \$

Information supplémentaire :

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	2023	2022
Intérêts payés	139,5 \$	120,2 \$
Intérêts reçus	12,4	9,7
Impôt sur le résultat payé	59,1	26,0

NOTE 11 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des données de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur des placements en instruments de capitaux propres dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur de la dette à long terme, des obligations au titre des redevances et des autres passifs non courants est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- vi) La juste valeur des contreparties conditionnelles découlant de regroupements d'entreprises est fondée sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, la probabilité de réalisation des facteurs sur lesquels repose l'éventualité et le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque utilisé pour présenter la valeur des flux de trésorerie pondérés en fonction des probabilités.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit :

	Niveau	31 décembre 2023		31 mars 2023	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs (passifs) financiers évalués à la JVRN					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	124,5 \$	124,5 \$	217,6 \$	217,6 \$
Swaps sur actions	Niveau 2	(14,2)	(14,2)	(11,8)	(11,8)
Contrats de change à terme	Niveau 2	4,1	4,1	(5,3)	(5,3)
Actifs (passifs) dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture					
Swaps de devises et de taux d'intérêts	Niveau 2	15,6	15,6	10,5	10,5
Contrats de change à terme	Niveau 2	4,1	4,1	(20,5)	(20,5)
Actifs (passifs) financiers évalués au coût amorti					
Créances clients ⁽¹⁾	Niveau 2	517,7	517,7	555,3	555,3
Investissement dans des contrats de location-financement	Niveau 2	124,3	119,9	125,7	126,1
Acomptes à un placement de portefeuille	Niveau 2	10,8	10,8	10,7	10,7
Autres actifs ⁽²⁾	Niveau 2	24,7	24,7	21,4	21,4
Dettes fournisseurs et charges à payer ⁽³⁾	Niveau 2	(788,4)	(788,4)	(799,3)	(799,3)
Total de la dette à long terme ⁽⁴⁾	Niveau 2	(2 753,0)	(2 760,5)	(2 800,3)	(2 788,2)
Autres passifs non courants ⁽⁵⁾	Niveau 2	(89,6)	(80,3)	(137,6)	(125,1)
Actifs financiers à la JVAERG					
Placements en actions	Niveau 3	1,4	1,4	1,4	1,4
		(2 818,0) \$	(2 820,6) \$	(2 832,2) \$	(2 807,2) \$

⁽¹⁾ Comprend les créances clients, les créances courues et d'autres montants à recevoir.

⁽²⁾ Comprend les créances non courantes et certains autres actifs non courants.

⁽³⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁽⁴⁾ Compte non tenu des obligations locatives. La valeur comptable de la dette à long terme exclut les coûts de transaction.

⁽⁵⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

Les actifs et passifs financiers classés comme détenus en vue de la vente au 31 décembre 2023 ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus (note 2). La juste valeur des actifs et passifs financiers classés comme détenus en vue de la vente au 31 décembre 2023 se rapproche de leur valeur comptable.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2023, il n'y a pas eu de changements importants dans les instruments financiers de niveau 3.

